

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 2565

[C — 27458]

29 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la valorisation des terrils

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils, tel que modifié par le décret du 6 mai 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° « le décret » : le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;
- 2° « la commune voisine » : toute commune dont la limite se situe à moins de cinq cents mètres de la limite du terril ou des terrils qui sont visés dans la demande de permis de valorisation;
- 3° « les fonctionnaires régionaux » :
 - le directeur du service extérieur de la Division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol compétent pour le territoire où est envisagée la valorisation du terril ou des terrils qui sont visés dans la demande de permis;
 - le fonctionnaire délégué.

CHAPITRE II. — Des permis de valorisation accordés par le collège des bourgmestre et échevins

Art. 2. La demande de permis est introduite en quatre exemplaires auprès du collège des bourgmestre et échevins.

Ce nombre est augmenté d'autant d'exemplaires qu'il y a de communes voisines.

La demande est envoyée par pli recommandé à la poste ou déposée à l'administration communale, avec accusé de réception dans les deux cas.

Art. 3. La demande de permis comporte les indications et pièces suivantes :

- 1° les nom, prénom, qualité et domicile du demandeur, ou la raison sociale et le siège s'il s'agit d'une personne morale;
- 2° les appareils et procédés à mettre en œuvre, la nature et la puissance de chaque moteur ainsi que les quantités approximatives des produits à fabriquer, à emmagasiner ou à extraire;
- 3° le nombre d'ouvriers à employer;
- 4° la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement visée au titre II du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;
- 5° les propositions en matière de réaménagement du site après exploitation, décrites dans un plan indicatif;
- 6° les moyens de transport utilisés, les voiries à emprunter, les communes à traverser;
- 7° une copie de la convention signée entre le propriétaire du terril et l'exploitant, ou une preuve ou un certificat authentifié par notaire stipulant qu'il existe une convention signée entre le propriétaire du terril et l'exploitant, ainsi que l'attestation authentique de l'existence d'une garantie de remise en état;
- 8° la durée de l'exploitation;
- 9° la date proposée pour le commencement des travaux de valorisation;
- 10° en triple exemplaire, un plan dressé à l'échelle de 5 mm/mètre au moins, indiquant la disposition des locaux et l'emplacement des ateliers, magasins, appareils, ainsi que la situation topographique de l'exploitation;
- 11° un extrait du plan cadastral comprenant les parcelles ou parties de parcelles situées dans un rayon de cent mètres de l'établissement et un extrait de la matrice cadastrale, indiquant les noms des propriétaires des parcelles ou parties des parcelles comprises dans ce rayon.

Les Ministres qui ont la valorisation des terrils et l'aménagement du territoire dans leurs attributions arrêtent la forme de la demande de permis de valorisation et précisent les renseignements et documents complémentaires qui doivent être fournis par le demandeur.

Art. 4. § 1er. Au plus tard dans les dix jours de la réception de la demande, le collège des bourgmestre et échevins en adresse un exemplaire à chacun des fonctionnaires régionaux.

Dans un délai de quinze jours, les fonctionnaires régionaux vérifient, chacun pour ce qui le concerne, si la demande est complète en vertu de l'article 3 et remettent chacun leur rapport au collège.

§ 2. Dans les trente jours de l'accusé de réception de la demande, le collège notifie au demandeur que le dossier est complet ou ne l'est pas.

Dans la négative, il lui indique les pièces et renseignements manquants, précisant que la procédure est interrompue jusqu'à ce que le dossier ait été dûment complété.

Dans les dix jours de la réception des pièces et renseignements manquants, le collège notifie au demandeur sa nouvelle décision.

§ 3. Les notifications visées au § 2 se font par lettre recommandée à la poste.

La date de la notification du caractère complet du dossier constitue la date d'introduction de la demande.

§ 4. En même temps qu'il notifie au demandeur que le dossier est complet, le collège en informe les communes voisines et les fonctionnaires régionaux.

Dans les dix jours, les fonctionnaires régionaux remettent un avis, commun ou séparé, quant à l'application du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Art. 5. § 1er. Dans les quarante jours de l'introduction de la demande, le collège ouvre une enquête publique, par l'affichage d'un avis indiquant l'objet de la demande, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête, ainsi que les lieux, jours et heures où le dossier peut être consulté, et les informations nécessaires pour que le public puisse faire valoir ses observations, conformément au § 5.

§ 2. L'avis reste affiché pendant trente jours aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits au moins, le long d'une voie carrossable, proche du ou des sites de valorisation visés dans la demande.

Cet avis est au préalable communiqué aux collèges des communes voisines pour être affiché dans les mêmes conditions et délais.

Pendant toute la durée de l'affichage, les avis doivent être maintenus en parfaite condition de visibilité et de lisibilité.

§ 3. Au plus tard le huitième jour de l'affichage, le collège envoie le résumé de la demande à chacun des propriétaires et principaux occupants des terrains et immeubles compris dans un rayon de cent mètres autour du site ou des sites qui sont visés dans la demande, ainsi qu'aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement situé dans le même rayon.

§ 4. Pendant toute la durée de l'enquête le dossier complet de la demande peut être consulté, aux heures d'ouverture de l'administration communale et, au moins un jour par semaine jusqu'à vingt heures, au lieu de la commune désigné par l'avis.

§ 5. Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne peut adresser ses réclamations et observations écrites au collège.

A l'expiration du délai d'enquête, le collège tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent, et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal de clôture d'enquête.

§ 6. Les délais d'enquête publique sont suspendus entre le 15 juillet et le 15 août.

Art. 6. Dans un délai de dix jours à dater de la clôture de l'enquête, le collège communique la copie des observations et réclamations ainsi que du procès-verbal de clôture aux fonctionnaires régionaux et aux collèges des communes voisines.

Art. 7. Les fonctionnaires régionaux peuvent consulter les administrations, organismes et comités techniques qu'ils jugent nécessaire d'entendre. Ceux-ci remettent leurs observations dans les vingt jours.

Si le terrier se trouve, en tout ou en partie, dans une zone de prévention d'une prise d'eau souterraine, fixée en vertu de l'article 11 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, les fonctionnaires régionaux prennent l'avis du service extérieur de la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, lequel fera parvenir sa réponse dans un délai de quarante jours.

Art. 8. Dans les nonante jours suivant la clôture de l'enquête publique, les fonctionnaires régionaux renvoient au collège le dossier accompagné d'un rapport conjoint reprenant l'ensemble des avis récoltés, leurs avis motivés dans lesquels ils proposent, le cas échéant, les conditions à imposer au demandeur en application de l'article 5 du décret.

Art. 9. Le collège statue sur la demande de permis de valorisation dans les cent vingt jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Il vise l'avis des fonctionnaires régionaux.

Art. 10. Une expédition de l'arrêté et de ses annexes est notifiée, dans les dix jours, au demandeur, aux communes voisines et aux fonctionnaires régionaux.

L'arrêté est affiché in extenso aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits au moins, le long d'une voie carrossable, proche du ou des sites de valorisation, dans les cinq jours de sa notification, et ce, pendant une période de dix jours. Un avis affiché dans les mêmes conditions peut cependant remplacer l'affichage de la décision. Cet avis mentionne la décision prise et attire l'attention du public sur le fait que le texte intégral de la décision et les conditions imposées peuvent être consultées auprès de l'administration communale.

Ce même avis est également affiché aux endroits habituels d'affichage des communes voisines.

La décision est en outre portée sans délai à la connaissance des administrations publiques visées à l'article 5, § 3.

CHAPITRE III

Des permis de valorisation accordés par la députation permanente du conseil provincial

Art. 11. La demande de permis est introduite en quatre exemplaires auprès de la députation permanente. Ce nombre est augmenté d'autant d'exemplaires qu'il y a de communes voisines et de communes sur le territoire desquelles se situent le terrier ou les terriers visés dans la demande.

La demande est envoyée par pli recommandé à la poste ou déposée à l'administration provinciale, avec accusé de réception dans les deux cas.

Le dossier est constitué conformément à l'article 3.

Art. 12. § 1er. Au plus tard dans les dix jours de la réception de la demande, la députation permanente en adresse un exemplaire à chacun des fonctionnaires régionaux.

Dans un délai de quinze jours, les fonctionnaires régionaux vérifient, chacun pour ce qui le concerne, si la demande est complète en vertu de l'article 3 et remettent chacun leur rapport à la députation.

§ 2. Dans les trente jours de l'accusé de réception de la demande, la députation permanente notifie au demandeur que le dossier est complet ou ne l'est pas.

Dans la négative, elle lui indique les pièces et renseignements manquants, précisant que la procédure est interrompue jusqu'à ce que le dossier ait été dûment complété.

Dans les dix jours de la réception des pièces et renseignements manquants, la députation notifie au demandeur sa nouvelle décision.

§ 3. Les notifications visées au § 2 se font par lettre recommandée à la poste.

La date de la notification du caractère complet du dossier constitue la date d'introduction de la demande.

§ 4. En même temps qu'elle notifie au demandeur que le dossier est complet, la députation permanente en informe les communes concernées, les communes voisines et les fonctionnaires régionaux.

Dans les dix jours, les fonctionnaires régionaux remettent un avis, commun ou séparé, quant à l'application du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Art. 13. § 1er. Dans les quarante jours de l'introduction de la demande, la députation permanente ouvre une enquête publique.

A cette fin, elle arrête :

- le collège qui sera chargé de recueillir les observations écrites et de tenir la séance de clôture;
- la date d'ouverture et de clôture de l'enquête;
- le modèle de l'avis à afficher, indiquant l'objet de la demande, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête, ainsi que les lieux, jours et heures où le dossier peut être consulté, et les informations nécessaires pour que le public puisse faire valoir ses observations, conformément au § 5.

Elle adresse un exemplaire ou une copie du dossier au collège de chacune des communes sur lesquelles s'étend le terriL, ainsi que le modèle de l'avis à afficher.

Elle adresse le modèle de l'avis à chacun des collèges des communes voisines, pour être affiché conformément au § 2.

§ 2. L'avis reste affiché pendant trente jours aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits au moins, le long d'une voie carrossable, proche du ou des sites de valorisation visés dans la demande.

Pendant toute la durée de l'affichage les avis doivent être maintenus en parfaite condition de visibilité et de lisibilité.

§ 3. Au plus tard le huitième jour de l'affichage, le collège, désigné par la députation permanente, envoie le résumé de la demande à chacun des propriétaires et principaux occupants des terrains et immeubles compris dans un rayon de cent mètres autour du site ou des sites qui sont visés dans la demande, ainsi qu'aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement situé dans le même rayon.

§ 4. Pendant toute la durée de l'enquête le dossier complet de la demande peut être consulté, aux heures d'ouverture de l'administration communale et, au moins un jour par semaine jusqu'à vingt heures, au lieu de la commune désigné par l'avis.

§ 5. Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne peut adresser ses réclamations et observations écrites au collège désigné par la députation permanente.

A l'expiration du délai d'enquête, le collège, désigné par la députation permanente, tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent, et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal de clôture d'enquête.

§ 6. Les délais d'enquête publique sont suspendus entre le 15 juillet et le 15 août.

Art. 14. Dès la clôture de l'enquête publique, le collège désigné renvoie le dossier à la députation permanente.

Celle-ci adresse, dans les dix jours de la réception du dossier, une copie des observations et réclamations, ainsi que du procès-verbal de clôture :

- aux fonctionnaires régionaux;
- aux collèges des communes voisines;
- aux collèges des communes sur lesquelles s'étend le terriL, mais qui n'ont pas été désignés pour tenir l'enquête publique.

Art. 15. Dans les soixante jours suivant la clôture de l'enquête publique, les collèges des communes concernées rendent un avis aux fonctionnaires régionaux.

Passé ce délai, cet avis est réputé favorable.

Art. 16. Les fonctionnaires régionaux peuvent consulter les administrations, organismes et comités techniques qu'ils jugent nécessaire d'entendre. Ceux-ci remettent leurs observations dans les vingt jours.

Si le terriL se trouve, en tout ou en partie, dans une zone de prévention d'une prise d'eau souterraine, fixée en vertu de l'article 11 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, les fonctionnaires régionaux prennent l'avis du service extérieur de la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, lequel fera parvenir sa réponse dans un délai de quarante jours.

Art. 17. Dans les nonante jours suivant la clôture de l'enquête publique, les fonctionnaires régionaux renvoient à la députation permanente le dossier accompagné d'un rapport conjoint reprenant l'ensemble des avis récoltés, leurs avis motivés dans lesquels ils proposent, le cas échéant, les conditions à imposer au demandeur en application de l'article 5 du décret.

Art. 18. La députation permanente statue sur la demande de permis de valorisation dans les cent vingt jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Elle vise l'avis des fonctionnaires régionaux et des collèges des communes sur le territoire desquelles se situent le terriL ou les terriLs visés par la demande.

Art. 19. Dans les dix jours, la députation permanente notifie une expédition de l'arrêté et de ses annexes au demandeur, aux communes concernées et voisines et aux fonctionnaires régionaux.

Dans les vingt jours de la notification, les collèges des communes concernées et voisines affichent l'arrêté in extenso aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits au moins, le long d'une voie carrossable, proche du ou des sites de valorisation dans les cinq jours de sa notification, et ce, pendant une période de dix jours. Un avis affiché dans les mêmes conditions peut cependant remplacer l'affichage de la décision. Cet avis mentionne la décision prise et attire l'attention du public sur le fait que le texte intégral de la décision et les conditions imposées peuvent être consultées auprès de l'administration provinciale.

La décision est en outre portée sans délai à la connaissance des administrations publiques visées à l'article 13, § 3.

CHAPITRE IV. — Des recours

Art. 20. Le recours visé à l'article 4, § 3 du décret est adressé au Gouvernement wallon, par lettre recommandée, dans les vingt jours suivant la notification de la décision.

Si le recours est introduit par les fonctionnaires régionaux ou par le collège, ceux-ci doivent, à peine de nullité, en notifier en même temps une copie au demandeur.

Dans les vingt jours de la réception du recours, le Gouvernement wallon notifie celui-ci à l'autorité qui a statué sur la demande, celle-ci lui transmettant le dossier dans les huit jours.

Art. 21. Le Gouvernement wallon statue dans les six mois.

S'il ne peut se prononcer dans ce délai, il peut le prolonger d'un nouveau délai de six mois, par un arrêté notifié aux intéressés.

La décision du Gouvernement wallon est notifiée dans les vingt jours à l'autorité qui a statué sur la demande, au demandeur et aux fonctionnaires régionaux.

L'autorité qui a statué sur la demande fait procéder à l'affichage de la décision dans le délai et les conditions fixés aux articles 10 ou 19, et porte cette décision à la connaissance des administrations publiques visées aux articles 5, § 3 ou 13, § 3.

CHAPITRE V. — De la modification du permis à la demande de l'exploitant

Section 1re. — Des permis qui doivent être modifiés

Art. 22. Il y a lieu à modification préalable du permis de valorisation :

1° pour toute extension de l'exploitation à de nouvelles parcelles et pour toute création de nouvelles dépendances;

2° lorsque les changements, transformations ou développements à apporter aux dépendances ou à leur fonctionnement ne sont pas conformes aux conditions d'exploitation imposées par le permis;

3° lorsque les changements, transformations ou développements à apporter aux dépendances ou à leur fonctionnement sont de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'incommodité envers les riverains ou l'environnement;

4° pour tout changement relatif aux conditions imposées en vertu de l'article 5, 3° du décret.

Art. 23. Toute modification relative à l'exploitation, non visée par l'article 22, fait l'objet d'une notification préalable et simultanée à l'autorité qui a octroyé le permis et à l'administration.

Celles-ci vérifient que la modification envisagée n'est pas visée par l'article 22.

Sur avis de l'administration, l'autorité qui a octroyé le permis notifie à l'exploitant qu'il lui est donné acte de la modification relative à l'exploitation ou qu'il y a lieu d'introduire une demande de modification du permis.

Section 2. — De la modification du permis octroyé par le collège des bourgmestre et échevins ou par la députation permanente du conseil provincial

Art. 24. Lorsque le permis de valorisation a été accordé par le collège ou par la députation permanente, la demande de modification est soumise aux dispositions des chapitres II à IV.

Toutefois, sur avis de l'administration remis avec son rapport sur le caractère complet du dossier, le collège ou la députation permanente dispensent de l'enquête publique la demande de modification lorsque le projet n'est pas de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'incommodité envers les riverains ou l'environnement.

Dans ce cas, ils en avisent immédiatement le demandeur, les fonctionnaires régionaux ainsi que les communes voisines; le cas échéant, la députation permanente en avise les collèges des communes sur le territoire desquelles se situent le terriil ou les terrils visés dans la demande de modification.

La date de cet avis tient lieu de date de clôture de l'enquête publique pour les délais relatifs à l'instruction de la demande.

Section 3. — De la modification du permis octroyé par le Gouvernement wallon

Art. 25. La demande de modification de permis est introduite en quatre exemplaires auprès du Gouvernement wallon.

La demande est envoyée par pli recommandé à la poste au cabinet du Ministre qui a la valorisation des terrils dans ses attributions.

Le dossier est constitué conformément à l'article 3.

Art. 26. § 1er. Au plus tard dans les dix jours de la réception de la demande, le Gouvernement wallon adresse un exemplaire à chacun des fonctionnaires régionaux.

Dans un délai de quinze jours, les fonctionnaires régionaux vérifient, chacun pour ce qui le concerne, si la demande est complète en vertu de l'article 3 et remettent chacun leur rapport au Gouvernement wallon.

§ 2. Dans les trente jours de l'accusé de réception de la demande, le Gouvernement wallon notifie au demandeur que le dossier est complet ou ne l'est pas.

Dans la négative, il lui indique les pièces et renseignements manquants, précisant que la procédure est interrompue jusqu'à ce que le dossier ait été dûment complété.

Dans les dix jours de la réception des pièces et renseignements manquants, le Gouvernement wallon notifie au demandeur sa nouvelle décision.

§ 3. Les notifications visées au § 2 se font par lettre recommandée à la poste.

La date de la notification du caractère complet du dossier constitue la date d'introduction de la demande.

§ 4. En même temps qu'il notifie au demandeur que le dossier est complet, le Gouvernement wallon en informe l'autorité qui avait statué en premier ressort sur la demande de permis de valorisation, les communes voisines et les fonctionnaires régionaux.

Le Gouvernement wallon informe aussi les collèges des communes sur lesquelles se situent le terriil ou les terrils visés dans le permis de valorisation lorsque la députation permanente avait statué en premier ressort sur la demande de permis de valorisation.

Dans les dix jours, les fonctionnaires régionaux remettent un avis, commun ou séparé, quant à l'application du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne.

Art. 27. § 1er. Sur avis de l'administration remis avec son rapport sur le caractère complet du dossier, le Gouvernement wallon dispense de l'enquête publique la demande de modification lorsque le projet n'est pas de nature à aggraver les dangers, l'insalubrité ou l'incommodité envers les riverains ou l'environnement.

Dans ce cas, il en avise immédiatement le demandeur, les fonctionnaires régionaux, les communes voisines et l'autorité qui avait statué en premier ressort sur la demande de permis de valorisation.

Il en avise aussi les collèges des communes sur le territoire desquelles se situent le terriil ou les terrils visés dans le permis de valorisation, lorsque la députation permanente avait statué en premier ressort sur la demande de permis.

La date de cet avis tient lieu de date de clôture de l'enquête publique pour les délais fixés dans le présent chapitre.

§ 2. En dehors des cas visés au § 1er, le Gouvernement wallon ouvre une enquête publique dans les quarante jours de l'introduction de la demande.

A cette fin, il arrête :

- le collège qui sera chargé de recueillir les observations écrites et de tenir la séance de clôture;
- la date d'ouverture et de clôture de l'enquête;
- le modèle de l'avis à afficher, indiquant l'objet de la demande, les dates d'ouverture et de clôture de l'enquête, ainsi que les lieu, jours et heures où le dossier peut être consulté et les informations nécessaires pour que le public puisse faire valoir ses observations, conformément au § 6.

Il adresse un exemplaire ou une copie du dossier au collège de chacune des communes sur le territoire desquelles se situent le terriil ou les terrils, ainsi que le modèle de l'avis à afficher.

Il adresse le modèle de l'avis à chacun des collèges des communes voisines, pour être affiché conformément au § 3.

§ 3. L'avis reste affiché pendant trente jours aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits au moins, le long d'une voie carrossable, proche du site ou des sites de valorisation visés dans la demande.

Pendant toute la durée de l'affichage, les avis doivent être maintenus en parfaite condition de visibilité et de lisibilité.

§ 4. Au plus tard le huitième jour de l'affichage, le collège désigné par le Gouvernement wallon envoie le résumé de la demande à chacun des propriétaires et principaux occupants des terrains et immeubles compris dans un rayon de cent mètres autour du site ou des sites qui sont visés dans la demande ainsi qu'aux administrations publiques dont dépend une voie de communication, un cours d'eau, un ouvrage ou un établissement situé dans le même rayon.

§ 5. Pendant toute la durée de l'enquête, le dossier complet de la demande peut être consulté, aux heures d'ouverture de l'administration communale et, au moins un jour par semaine jusqu'à vingt heures, au lieu de la commune désignée par l'avis.

§ 6. Pendant toute la durée de l'enquête, toute personne peut adresser ses réclamations et observations écrites au collège désigné par le Gouvernement wallon.

A l'expiration du délai d'enquête, le collège désigné par le Gouvernement wallon tient une séance où sont entendus tous ceux qui le désirent, et à l'issue de laquelle il est dressé un procès-verbal de clôture d'enquête.

§ 7. Les délais d'enquête publique sont suspendus entre le 15 juillet et le 15 août.

Art. 28. Dès la clôture de l'enquête publique, le collège désigné renvoie le dossier au Gouvernement wallon.

Celui-ci adresse, dans les dix jours de la réception du dossier, une copie des observations et réclamations, ainsi que du procès-verbal de clôture :

- aux fonctionnaires régionaux;
- aux collèges des communes voisines;
- aux collèges des communes sur le territoire desquelles se situent le terriil ou les terrils, mais qui n'ont pas été désignés pour tenir l'enquête publique;
- le cas échéant, à la députation permanente, si celle-ci avait statué en premier ressort sur la demande de permis de valorisation.

Art. 29. Dans les soixante jours suivant la clôture de l'enquête publique, les collèges des communes concernées et, le cas échéant, la députation permanente, rendent un avis aux fonctionnaires régionaux.

Passé ce délai, cet avis est réputé favorable.

Art. 30. Les fonctionnaires régionaux peuvent consulter les administrations, organismes et comités techniques qu'ils jugent nécessaire d'entendre.

Ceux-ci remettent leurs observations dans les vingt jours.

Si le terriil se trouve, en tout ou en partie, dans une zone de prévention d'une prise d'eau souterraine, fixée en vertu de l'article 11 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, les fonctionnaires régionaux prennent l'avis du service extérieur de la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, lequel fera parvenir sa réponse dans un délai de quarante jours.

Art. 31. Dans les nonante jours suivant la clôture de l'enquête publique, les fonctionnaires régionaux renvoient au Gouvernement wallon le dossier accompagné d'un rapport conjoint reprenant l'ensemble des avis récoltés, leurs avis motivés dans lesquels ils proposent, le cas échéant, les conditions à imposer au demandeur en application de l'article 5 du décret.

Art. 32. Le Gouvernement wallon statue sur la demande de modification du permis de valorisation dans les cent vingt jours suivant la clôture de l'enquête publique.

Il vise les avis des fonctionnaires régionaux et des collèges des communes sur le territoire desquelles se situent le terriil ou les terrils visés par la demande de modification ainsi que, le cas échéant, l'avis de la députation permanente.

Art. 33. Dans les dix jours, le Gouvernement wallon notifie une expédition de l'arrêté et de ses annexes au demandeur, aux communes sur le territoire desquelles se situent le terriil ou les terrils visés dans la demande de modification, aux communes voisines, aux fonctionnaires régionaux et, le cas échéant, à la députation permanente.

Dans les vingt jours de la notification, les collèges des communes visées à l'alinéa 1er, affichent l'arrêté in extenso aux endroits habituels d'affichage et à quatre endroits au moins, le long d'une voie carrossable, proche du site ou des sites de valorisation et ce, pendant une période de dix jours.

Un avis affiché dans les mêmes conditions peut cependant remplacer l'affichage de la décision.

Cet avis mentionne la décision prise et attire l'attention du public sur le fait que le texte intégral de la décision et les conditions imposées peuvent être consultées auprès de l'administration communale.

La décision est en outre portée sans délai à la connaissance des administrations publiques visées à l'article 27, § 4.

CHAPITRE VI. — De l'imposition d'obligations nouvelles, de la suspension et du retrait du permis de valorisation

Section 1re. — Champ d'application

Art. 34. Lorsqu'il s'avère que l'exploitation donne lieu à des nuisances supérieures à celles prévues initialement, l'autorité qui a octroyé le permis de valorisation peut, par arrêté motivé, imposer des obligations nouvelles à l'exploitant, après avis ou sur proposition de l'administration.

Cet arrêté est pris sur avis du fonctionnaire délégué s'il s'agit de l'aménagement ou du réaménagement du site.

Si les obligations nouvelles consistent en une modification des mesures d'aménagement ou de réaménagement du site, elles ne peuvent entraîner pour l'exploitant un coût supérieur à dix pour cent du coût qu'implique la mise en œuvre du permis sur ce point, ni donner lieu à une modification du programme d'exploitation.

L'arrêté vise l'avis de l'administration et, le cas échéant, du fonctionnaire délégué.

Art. 35. Le permis de valorisation peut être suspendu ou retiré si l'exploitant ne respecte pas les conditions imposées ou s'il n'est pas possible, par l'application de l'article 34, de remédier aux nuisances nouvelles survenues ou dont il existe une menace grave et objective.

Section 2. — Procédure

Art. 36. Lorsque l'autorité qui a octroyé le permis de valorisation envisage l'imposition d'obligations nouvelles, le retrait ou la suspension du permis, ou est saisie d'une telle proposition par les fonctionnaires régionaux, elle avertit l'exploitant, au moins quinze jours à l'avance, par lettre recommandée, des lieux, jours et heures auxquels il pourra consulter le dossier et être préalablement entendu.

Cette disposition est également applicable lorsque le Gouvernement wallon est appelé à statuer sur un recours formé contre une décision relative à l'imposition d'obligations nouvelles, de retrait ou de suspension.

Art. 37. Lorsque le permis de valorisation a été octroyé par le collège ou la députation permanente, ceux-ci statuent dans les trente jours sur la proposition d'imposition d'obligations nouvelles, de retrait ou de suspension introduite par les fonctionnaires régionaux.

La décision de l'autorité qui a octroyé le permis de valorisation, relative à l'imposition d'obligations nouvelles, au retrait ou à la suspension de ce permis, est notifiée et affichée conformément aux dispositions des articles 10, 19 ou 33.

Art. 38. Dans les trente jours de la notification de la décision du collège ou de la députation permanente, relative à l'imposition d'obligations nouvelles, au retrait ou à la suspension du permis de valorisation, l'exploitant et les fonctionnaires régionaux peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon, par lettre recommandée adressée au Ministre qui a la valorisation des terriils dans ses attributions.

A peine de nullité, ce recours est dénoncé, par lettre recommandée à l'autorité qui a pris la décision, ainsi qu'à l'exploitant ou aux fonctionnaires régionaux, selon que le recours est introduit respectivement par les fonctionnaires régionaux ou l'exploitant.

Dans les dix jours de cette notification, le collège ou la députation permanente adresse le dossier complet au Gouvernement wallon.

La décision du Gouvernement wallon est notifiée et affichée conformément à l'article 21.

CHAPITRE VII. — Dispositions diverses

Art. 39. Lorsque, en application de l'article 10 du décret du 11 septembre 1985 et de ses arrêtés d'exécution, organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, la demande de permis de valorisation ou de sa modification donne lieu à une étude d'incidences, les délais sont suspendus jusqu'à la publication du rapport d'incidences sur l'environnement.

Le projet est dispensé de l'enquête publique.

La date de la publication du rapport d'incidences tient lieu de la date de la clôture de l'enquête publique pour l'application des articles 6, 8, 9, 14, 15, 17, 18, 24, 28, 29, 31 et 32.

Art. 40. Le titulaire du permis de valorisation porte à la connaissance de l'autorité qui a octroyé celui-ci, vingt jours au moins à l'avance, la date fixée pour le début d'exécution des travaux.

Art. 41. Lorsqu'une exploitation est reprise par une personne autre que le titulaire du permis de valorisation, celui-ci ou ses ayants droit et le nouvel exploitant font une déclaration conjointe à l'autorité qui a octroyé le permis de valorisation.

L'autorité qui a octroyé le permis donne acte de sa déclaration au nouvel exploitant.

Elle en notifie la copie aux fonctionnaires régionaux ainsi que, le cas échéant, à la députation permanente, aux collèges des communes sur le territoire desquelles se situent le terriil ou les terriils visés dans le permis et aux collèges des communes voisines.

Si l'autorité constate que le permis de valorisation est assorti de conditions imposées à titre personnel à l'exploitant originaire, elle signale au nouvel exploitant qu'il y a lieu à la modification du permis, conformément au chapitre V.

Art. 42. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 4 septembre 1985 portant exécution du décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terriils en ce qui concerne la procédure d'octroi du permis de valorisation et les modalités de l'enquête publique est abrogé.

Toutefois, cet arrêté reste applicable aux demandes de permis de valorisation introduites avant l'entrée en vigueur du décret du 6 mai 1993 modifiant le décret du 9 mai 1985 sur la valorisation des terriils.

L'arrêté ministériel du 22 octobre 1985 arrêtant la forme et précisant le contenu des demandes de permis de valorisation de terriils est maintenu en vigueur.

Art. 43. Les Ministres ayant la valorisation des terriils et l'aménagement du territoire dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 juillet 1993.

Le Président du Gouvernement chargé de l'Economie, des PME et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 2565

29. JULI 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung bezüglich der Erschließung von Halden

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, wie es durch das Dekret vom 6. Mai 1993 abgeändert worden ist;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — Erläuterungen

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

- 1° « dem Dekret » : das Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden;
- 2° « der angrenzenden Gemeinde » : jede Gemeinde, deren Grenze weniger als fünfhundert Meter von der Grenze der Halde bzw. Halden, die im Antrag auf Erschließungsgenehmigung erwähnt sind, entfernt liegt;
- 3° « den regionalen Beamten » :
 - den Direktor der Außendienststelle der Abteilung für Bekämpfung der Verschmutzungen und Bodenbewirtschaftung, der im Gebiet, wo die Erschließung der im Antrag auf Erschließung erwähnten Halde(n) vorgesehen ist, zuständig ist;
 - den stellvertretenden Beamten.

KAPITEL II. — Die vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium gewährten Erschließungsgenehmigungen

Art. 2. Der Antrag auf Genehmigung wird beim Bürgermeister- und Schöffenkollegium in vierfacher Ausfertigung eingereicht. Für jede angrenzende Gemeinde muß diese Zahl um eine zusätzliche Ausfertigung erhöht werden.

Der Antrag wird per Einschreibebrief zugeschickt oder bei der Gemeindeverwaltung abgegeben, in den beiden Fällen mit Empfangsbestätigung.

Art. 3. Der Antrag auf Genehmigung beinhaltet die folgenden Angaben und Stücke :

- 1° die Name, Vorname, Eigenschaft und Wohnsitz des Antragstellers oder den Firmennamen und -sitz, wenn es sich um eine juristische Person handelt;
- 2° die Geräte und die einzusetzenden Verfahren, die Natur und die Leistung jedes Motors sowie die ungefähren Mengen der herzustellenden, zu lagernden oder abzubauenen Produkten;
- 3° die Anzahl der beschäftigten Arbeiter;
- 4° die am Titel II des Dekrets vom 1. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region erwähnte Notiz über die vorherige Bewertung der Ein- und Auswirkungen;
- 5° die Vorschläge in Sachen Neugestaltung der Landschaft nach der Nutzung, die in einem anzeigenden Plan vorgeschrieben sind;
- 6° die gebrauchten Transportmittel, die zu benutzenden Straßennetze, die durchzuquerenden Gemeinden;
- 7° eine Abschrift der zwischen dem Eigentümer der Halde und dem Nutzer unterzeichnete Vereinbarung oder einen Beweis oder eine notariell beglaubigte Bescheinigung, die besagt, daß es eine zwischen dem Eigentümer der Halde und dem Nutzer unterzeichnete Vereinbarung gibt sowie eine öffentliche Bescheinigung des Vorhandenseins einer Wiederinstandsetzungsgarantie;
- 8° die Dauer der Nutzung;
- 9° das vorgeschlagene Datum für den Beginn der Erschließungsarbeiten;
- 10° einen in dreifacher Ausfertigung und mindestens im Maßstab 5Mm/Meter aufgestellter Plan zur Angabe der Anordnung der Räume und der Stelle der Werkstätte, der Lager und der Geräte sowie die topographische Lage der Nutzung;
- 11° einen Auszug des Katasterplans, der die in einem Umkreis von hundert Metern des Unternehmens liegenden Parzellen oder Parzellenteile beinhaltet, oder einen Auszug des Katasterbuches mit der Angabe der Namen der Eigentümer der in diesem Umkreis enthaltenen Parzellen oder Parzellenteile.

Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereiche die Erschließung von Halden und die Raumordnung gehören, legen die Form des Antrags auf Erschließungsgenehmigung fest und geben die zusätzlichen Auskünfte und Dokumente an, die vom Antragsteller erteilt werden sollen.

Art. 4. § 1. Binnen spätestens zehn Tagen nach Empfang des Antrags schickt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium einem jeden regionalen Beamten ein Exemplar dieses Antrags.

Innerhalb von fünfzehn Tagen überprüfen die regionalen Beamten, jeder für das was ihn betrifft, ob der Antrag aufgrund von Artikel 3 vollständig ist, und legen dem Kollegium ihren jeweiligen Bericht vor.

§ 2. Binnen dreißig Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags teilt das Kollegium dem Antragsteller mit, daß die Akte vollständig ist oder nicht.

Wenn nicht, zeigt er ihm die fehlenden Stücke und Auskünfte und gibt an, daß das Verfahren unterbrochen bleibt, bis die Akte ordnungsmäßig vervollständigt worden ist.

Innerhalb von zehn Tagen nach Empfang der fehlenden Stücke und Auskünfte teilt das Kollegium dem Antragsteller seinen neuen Beschluß mit.

§ 3. Die im § 2 erwähnten Mitteilungen erfolgen per Einschreibebrief.

Das Notifizierungsdatum der Vollständigkeit der Akte gilt als das Einreichungsdatum des Antrags.

§ 4. Gleichzeitig zu der Notifizierung der Vollständigkeit der Akte an den Antragsteller informiert das Kollegium die angrenzenden Gemeinden und die regionalen Beamten darüber.

Innerhalb von zehn Tagen legen die regionalen Beamten ein gemeinsames oder getrenntes Gutachten über die Anwendung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region vor.

Art. 5. § 1. Innerhalb von vierzig Tagen nach Einreichung des Antrags leitet das Kollegium eine öffentliche Untersuchung ein durch Anschlagen eines Gutachtens mit Angabe des Gegenstands des Antrags, der Einleitungs- und Abschließungsdaten der Untersuchung sowie die Orte und Zeiten, die Akte eingesehen werden kann, und der notwendigen Auskünfte, so daß das Publikum seine Bemerkungen gemäß § 5 geltend machen könnte.

§ 2. Das Gutachten bleibt dreißig Tage lange an den gewöhnlichen Anschlagsorten und wenigstens an vier Orten längs einer Fahrstraße in der Nähe der im Antrag erwähnten Erschließungsstätte(n) angeschlagen.

Dieses Gutachten wird vorher den Kollegien der angrenzenden Gemeinden mitgeteilt, um unter denselben Bedingungen und in denselben Fristen angeschlagen zu werden.

Während der Dauer des Anschlags müssen die Gutachten in einem Zustand bleiben, die eine perfekte Lese- und Sichtbarkeit ermöglicht.

§ 3. Spätestens am achten Tag des Anschlags schickt das Kollegium die Zusammenfassung des Antrags jedem Eigentümer und wichtigsten Besitzer der in einem Umkreis von hundert Metern um die im Antrag erwähnte(n) Stätte(n) gelegenen Grundstücke und Immobilien sowie den öffentlichen Verwaltungen, von denen ein Verbindungsweg, ein Fluß, ein Bauwerk bzw. eine in demselben Umkreis gelegene Anlage abhängig ist.

§ 4. Im Laufe der Dauer der Untersuchung darf die vollständige Akte des Antrags während der Öffnungszeiten der Gemeindeverwaltung und mindestens einen Tag pro Woche bis 20 Uhr an dem durch das Gutachten bezeichneten Ort der Gemeinde eingesehen werden.

§ 5. Während der Dauer der Untersuchung darf jede Person ihre Bemerkungen und Beanstandungen dem Kollegium schriftlich schicken.

Am Ablauf der Untersuchungsfrist hält das Kollegium eine Sitzung ab, bei der die es wünschen, gehört werden, und an deren Schluß ein Protokoll des Untersuchungsabschlusses aufgenommen wird.

§ 6. Die Fristen der öffentlichen Untersuchung werden zwischen dem 15. Juli und dem 15. August aufgehoben.

Art. 6. Innerhalb einer Frist von zehn Tagen nach Abschluß der Untersuchung teilt das Kollegium den regionalen Beamten und den Kollegien der angrenzenden Gemeinden die Abschrift der Bemerkungen und Beanstandungen sowie des Protokolls des Untersuchungsabschlusses mit.

Art. 7. Die regionalen Beamten können die Verwaltungen, die Einrichtungen und technischen Ausschüsse, die sie hören möchten, um Rat fragen.

Wenn die Halde ganz oder teilweise in einer aufgrund von Artikel 11 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser festgelegten Präventivzone einer Entnahme von Grundwasser liegt, holen die regionalen Beamten das Gutachten der Außendienststelle der Abteilung für Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region ein, die ihre Antwort binnen vierzig Tagen zuschickt.

Art. 8. Binnen neunzig Tagen nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung schicken die regionalen Beamten dem Kollegium die Akte zusammen mit einem gemeinsamen Bericht, in dem die Gesamtheit der erhaltenen Gutachten, ihre begründeten Gutachten, in denen sie gegebenenfalls die in Anwendung des Artikels 5 des Dekrets zu verlangenden Bedingungen vorschlagen, angegeben sind.

Art. 9. Das Kollegium entscheidet über den Antrag auf Erschließungsgenehmigung innerhalb von hundert zwanzig Tagen nach dem Abschluß der öffentlichen Untersuchung.

Er folgt dem Gutachten der regionalen Beamten mit einem Vermerk.

Art. 10. Die Versendung des Erlasses und dessen Anlagen wird dem Antragsteller, den angrenzenden Gemeinden und den regionalen Beamten innerhalb von zehn Tagen mitgeteilt.

Der Erlaß wird binnen fünf Tagen nach seiner Notifizierung und für eine Periode von zehn Tagen an den gewöhnlichen Anschlagsorten und an mindestens vier Orten längs einer Fahrstraße in der Nähe der Erschließungsstätte(n) angeschlagen. Ein angeschlagenes Gutachten unter denselben Bedingungen kann jedoch das Anschlagen des Beschlusses ersetzen. Dieses Gutachten gibt den gefaßten Beschluß an und macht das Publikum darauf aufmerksam, daß die vollständige Fassung des Beschlusses und die verlangten Bedingungen bei der Gemeindeverwaltung eingesehen werden können.

Dasselbe Gutachten wird auch an den gewöhnlichen Anschlagsorten der angrenzenden Gemeinden angeschlagen.

Der Beschluß wird außerdem den in Artikel 5 § 3 erwähnten öffentlichen Verwaltungen unverzüglich mitgeteilt.

KAPITEL III. — Die Erschließungsgenehmigungen, die vom Ständigen Ausschuß des Provinzialrates gewährt werden

Art. 11. Der Antrag auf Genehmigung wird beim Ständigen Ausschuß in vierfacher Ausfertigung eingereicht.

Für jede angrenzende Gemeinde oder für jede Gemeinde, auf deren Gebiet die im Antrag erwähnte(n) Halde(n) liegt bzw. liegen, muß diese Zahl um eine zusätzliche Ausfertigung erhöht werden.

Der Antrag wird per Einschreibebrief zugeschickt oder bei der Provinzialverwaltung abgegeben, in den beiden Fällen mit Empfangsbestätigung.

Die Akte wird gemäß Artikel 3 erstellt.

Art. 12. § 1. Binnen spätestens zehn Tagen nach Empfang des Antrags schickt der Ständige Ausschuß jeden regionalen Beamten ein Exemplar dieses Antrags.

Innerhalb von fünfzehn Tagen überprüfen die regionalen Beamten, jeder für das was ihn betrifft, ob der Antrag aufgrund von Artikel 3 vollständig ist und legen dem Ausschuß ihren jeweiligen Bericht vor.

§ 2. Binnen dreißig Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags teilt der Ausschuß dem Antragsteller mit, daß die Akte vollständig ist oder nicht.

Wenn nicht, zeigt er ihm die fehlenden Stücke und Auskünfte und gibt an, daß das Verfahren unterbrochen bleibt, bis die Akte ordnungsmäßig vervollständigt worden ist.

Innerhalb von zehn Tagen nach Empfang der fehlenden Stücke und Auskünfte teilt der Ausschuß dem Antragsteller seinen neuen Beschluß mit.

§ 3. Die im § 2 erwähnten Mitteilungen erfolgen per Einschreibebrief.

Das Notifizierungsdatum der Vollständigkeit der Akte gilt als das Einreichungsdatum des Antrags.

§ 4. Gleichzeitig zu der Notifizierung der Vollständigkeit der Akte an den Antragsteller informiert der Ständige Ausschuß die betroffenen Gemeinden, die angrenzenden Gemeinden und die regionalen Beamten darüber.

Innerhalb von zehn Tagen legen die regionalen Beamten ein gemeinsames oder getrenntes Gutachten über die Anwendung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region vor.

Art. 13. § 1. Innerhalb von vierzig Tagen nach Einreichung des Antrags leitet der Ständige Ausschuss eine öffentliche Untersuchung ein.

Zu diesem Zweck legt er das Folgende fest :

- das Kollegium, das mit der Einholung der schriftlichen Bemerkungen und mit dem Abhalten der Abschlusssitzung beauftragt wird;
- das Einleitungs- und Abschließungsdatum der Untersuchung;
- das Muster des anzuschlagenden Gutachtens mit Angabe des Gegenstands des Antrags, der Einleitungs- und Abschließungsdaten der Untersuchung sowie der Orte und Zeiten, wo die Akte eingesehen werden kann und der notwendigen Auskünfte, so daß das Publikum seine Bemerkungen gemäß § 5 geltend machen könnte.

Er schickt dem Kollegium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet die Halde gelegen ist, ein Exemplar oder eine Abschrift der Akte sowie das Muster des anzuschlagenden Gutachtens.

Er schickt den Kollegien der angrenzenden Gemeinden das Muster des Gutachtens, um gemäß § 2 angeschlagen zu werden.

§ 2. Das Gutachten bleibt dreißig Tage lang an den gewöhnlichen Anschlagorten und wenigstens an vier Orten längs einer Fahrstraße in der Nähe der im Antrag erwähnten Erschließungsstätte(n) angeschlagen.

Während der Dauer des Anschlags müssen die Gutachten in einem Zustand bleiben, die eine perfekte Lese- und Sichtbarkeit ermöglicht.

§ 3. Spätestens am achten Tag des Anschlags schickt das vom ständigen Ausschuss bezeichnete Kollegium die Zusammenfassung des Antrags jedem Eigentümer und wichtigsten Besitzer der in einem Umkreis von hundert Metern um die im Antrag erwähnte(n) Stätte(n) gelegenen Grundstücke und Immobilien sowie den öffentlichen Verwaltungen, von denen ein Verbindungsweg, ein Fluß, ein Bauwerk bzw. eine in demselben Umkreis gelegene Anlage abhängig ist.

§ 4. Im Laufe der Dauer der Untersuchung darf die vollständige Akte des Antrags während der Öffnungszeiten der Gemeindeverwaltung und mindestens einen Tag pro Woche bis 20 Uhr an den durch das Gutachten bezeichneten Ort der Gemeinde eingesehen werden.

§ 5. Während der Dauer der Untersuchung darf jede Person ihre Bemerkungen und Beanstandungen dem Kollegium schriftlich schicken.

Am Ablauf der Untersuchungsfrist hält das vom ständigen Ausschuss bezeichnete Kollegium eine Sitzung ab, bei der die es wünschen, gehört werden, und an deren Schluß ein Protokoll des Untersuchungsabschlusses aufgenommen wird.

§ 6. Die Fristen der öffentlichen Untersuchung werden zwischen dem 15. Juli und dem 15. August aufgehoben.

Art. 14. Sofort nach Abschluß der Untersuchung schickt das bezeichnete Kollegium dem ständigen Ausschuss die Akte zurück.

Innerhalb einer Frist von zehn Tagen nach Abschluß der Untersuchung teilt der Ausschuss :

- den regionalen Beamten;
 - den Kollegien der angrenzenden Gemeinden;
 - den Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet die Halde gelegen ist, aber die nicht bezeichnet worden sind, um die öffentliche Untersuchung abzuhalten,
- die Abschrift der Bemerkungen und Beanstandungen sowie des Protokolls des Untersuchungsabschlusses mit.

Art. 15. Binnen sechzig Tagen nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung geben die Kollegien der betroffenen Gemeinden den regionalen Beamten ein Gutachten ab. Nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig.

Art. 16. Die regionalen Beamten können die Verwaltungen, die Einrichtungen und technischen Ausschüsse, die sie hören möchten, um Rat fragen. Diese geben ihre Bemerkungen innerhalb von zwanzig Tagen.

Wenn die Halde ganz oder teilweise in einer aufgrund von Artikel 11 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser festgelegten Präventivzone einer Entnahme von Grundwasser liegt, holen die regionalen Beamten das Gutachten der Außendienststelle der Abteilung für Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region ein, die ihre Antwort binnen vierzig Tagen zuschickt.

Art. 17. Binnen neunzig Tagen nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung schicken die regionalen Beamten dem ständigen Ausschuss die Akte zusammen mit einem gemeinsamen Bericht, in dem die Gesamtheit der erhaltenen Gutachten, ihre begründeten Gutachten, in denen sie gegebenenfalls die in Anwendung des Artikels 5 des Dekrets zu verlangenden Bedingungen vorschlagen, angegeben sind.

Art. 18. Der ständige Ausschuss entscheidet über den Antrag auf Erschließungsgenehmigung innerhalb von hundert zwanzig Tagen nach dem Abschluß der öffentlichen Untersuchung.

Er folgt dem Gutachten der regionalen Beamten mit einem Vermerk.

Art. 19. Die Versendung des Erlasses und dessen Anlagen wird dem Antragsteller, den angrenzenden Gemeinden und den regionalen Beamten innerhalb von zehn Tagen mitgeteilt.

Der Erlaß wird binnen zwanzig Tagen nach seiner Notifizierung und für eine Periode von zehn Tagen an den gewöhnlichen Anschlagorten und an mindestens vier Orten längs einer Fahrstraße in der Nähe der Erschließungsstätte(n) angeschlagen. Ein angeschlagenes Gutachten unter denselben Bedingungen kann jedoch das Anschlagen des Beschlusses ersetzen. Dieses Gutachten gibt den gefaßten Beschluß an und macht das Publikum darauf aufmerksam, daß die vollständige Fassung des Beschlusses und die verlangten Bedingungen bei der Gemeindeverwaltung eingesehen werden können.

Der Beschluß wird außerdem den in Artikel 13 § 3 erwähnten öffentlichen Verwaltungen unverzüglich mitgeteilt.

KAPITEL IV. — Die Einsprüche

Art. 20. Der in Artikel 4 § 3 des Dekrets erwähnte Einspruch wird der Wallonischen Regierung innerhalb von zwanzig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses per Einschreibebrief zugeschickt.

Wenn der Einspruch von den regionalen Beamten oder vom Kollegium erhoben wird, sollen diese dem Antragsteller eine Abschrift davon zur Vermeidung der Nichtigkeit zuzustellen.

Binnen zwanzig Tagen nach Empfang des Einspruchs setzt die Wallonische Regierung die Behörde, die darüber entscheidet hat, und diese Behörde übermittelt ihr die Akte innerhalb von acht Tagen.

Art. 21. Die Wallonische Regierung entscheidet binnen zehn Monaten.

Wenn sie innerhalb dieser Frist ihre Meinung nicht abgeben kann darf sie durch einen den Betreffenden notifizierten Erlaß diese um eine neue Frist von sechs Monaten verlängern.

Der Beschluß der Wallonischen Regierung wird innerhalb von zwanzig Tagen, der Behörde, die über den Antrag entscheidet hat, dem Antragsteller und den regionalen Beamten mitgeteilt.

Die Behörde, die über den Antrag entscheidet hat, nimmt das Anschlagen des Beschlusses in der Frist und unter den Bedingungen, die in Artikel 10 oder 19 festgelegt sind, vor und bringt diesen Beschluß zur Kenntnis der in Artikel 5 § 3 oder 13 § 3 erwähnten öffentlichen Verwaltungen.

KAPITEL V. — Die Abänderung der Genehmigung auf Antrag des Nutzers hin

Sektion 1. — Die Genehmigungen, die abgeändert werden sollen

Art. 22. Es gibt Anlaß, die Erschließungsgenehmigung vorherig abzuändern :

1° für jede Erweiterung der Nutzung zu neuen Parzellen hin und für jede Errichtung neuer Nebengebäude;
2° wenn die den Nebengebäuden oder deren Funktionieren anzubringenden Abänderungen, Umbauen oder Erweiterungen den durch die Genehmigung verlangten Betriebsbedingungen nicht entsprechen;

3° wenn die den Nebengebäuden oder deren Funktionieren anzubringenden Abänderungen, Umbauen oder Erweiterungen die Gefahren, die Gesundheitschädlichkeit oder die Belästigung gegen die Anwohner oder die Umwelt verschlimmern können;

4° für jede Abänderung betreffend die aufgrund von Artikel 5 3° des Dekrets verlangten Bedingungen.

Art. 23. Jede nicht in Artikel 22 erwähnte Abänderung betreffend die Nutzung ist Gegenstand einer vorherigen und gleichzeitigen Notifizierung an die Behörde, die die Genehmigung gewährt hat, und an die Verwaltung.

Diese überprüfen, daß die vorgesehene Abänderung nicht durch Artikel 22 erwähnt ist.

Auf Gutachten der Verwaltung teilt die Behörde, die die Genehmigung gewährt hat, dem Nutzer mit, daß ihm die Abänderung betreffend die Nutzung bestätigt wird oder daß es Anlaß gibt, einen Antrag auf Genehmigungsabänderungen einzureichen.

Sektion 2. — Die Abänderung der vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium oder vom ständigen Ausschuß des Provinzialrates gewährten Genehmigung

Art. 24. Wenn die Erschließungsgenehmigung vom Kollegium oder vom ständigen Ausschuß gewährt worden ist, wird der Antrag auf Abänderung den Bestimmungen der Kapitel II bis IV unterworfen.

Auf Gutachten der Verwaltung, das mit ihrem Bericht über die Vollständigkeit der Akte abgegeben ist, befreit jedoch das Kollegium bzw. der ständige Ausschuß den Antrag auf Abänderung von der öffentlichen Untersuchung, wenn das Projekt die Gefahr, die Gesundheitschädlichkeit oder die Belästigung gegen die Anwohner oder die Umwelt nicht verschlimmern können.

In diesem Fall benachrichtigen sie sofort den Antragsteller, die regionalen Beamten sowie die angrenzenden Gemeinden darüber; gegebenenfalls benachrichtigt der ständige Ausschuß die Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet die im Antrag auf Abänderung erwähnte(n) Halde(n) liegt (liegen), darüber.

Das Datum dieser Bekanntgebung gilt als Abschlußdatum der öffentlichen Untersuchung für die Fristen betreffend die Antragsbehandlung.

Sektion 3. — Die Abänderung der von der Wallonischen Region gewährten Genehmigungen

Art. 25. Der Antrag auf Genehmigung wird bei der Wallonischen Regierung in vierfacher Ausfertigung eingereicht.

Der Antrag wird dem Kabinett des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erschließung der Halden gehört, per Einschreibebrief zugesandt.

Die Akte wird gemäß Artikel 3 erstellt.

Art. 26. § 1. Binnen spätestens zehn Tagen nach Empfang des Antrags schickt die Wallonische Regierung jeden regionalen Beamten ein Exemplar dieses Antrags.

Innerhalb von fünfzehn Tagen überprüfen die regionalen Beamten, jeder für das, was ihn betrifft, ob der Antrag aufgrund von Artikel 3 vollständig ist, und legen der Wallonischen Regierung ihren jeweiligen Bericht vor.

§ 2. Binnen dreißig Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags teilt die Wallonische Regierung dem Antragsteller mit, daß die Akte vollständig ist oder nicht.

Wenn nicht, zeigt sie ihm die fehlenden Stücke und Auskünfte ein und gibt an, daß das Verfahren unterbrochen bleibt, bis die Akte ordnungsmäßig vervollständigt worden ist.

Innerhalb von zehn Tagen nach Empfang der fehlenden Stücke und Auskünfte teilt die Wallonische Regierung dem Antragsteller seinen neuen Beschluß mit.

§ 3. Die im § 2 erwähnten Mitteilungen erfolgen per Einschreibebrief.

Das Notifizierungsdatum der Vollständigkeit der Akte gilt als das Einreichungsdatum des Antrags.

§ 4. Gleichzeitig zu der Notifizierung der Vollständigkeit der Akte an den Antragsteller informiert die Wallonische Regierung die Behörde, die in erster Instanz über den Antrag auf Erschließungsgenehmigung entscheidet hat, die angrenzenden Gemeinden und die regionalen Beamten darüber.

Die Wallonische Regierung informiert auch die Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet die in der Erschließungsgenehmigung erwähnte(n) Halde(n) liegt (liegen), wenn das ständige Ausschuß über den Antrag auf Erschließungsgenehmigung in erster Instanz entscheidet hat.

Innerhalb von zehn Tagen legen die regionalen Beamten ein gemeinsames oder getrenntes Gutachten über die Anwendung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region vor.

Art. 27. § 1. Auf Gutachten der Verwaltung, das mit ihrem Bericht über die Vollständigkeit der Akte abgegeben ist, befreit jedoch die Wallonische Regierung den Antrag auf Abänderung von der öffentlichen Untersuchung, wenn das Projekt die Gefahr, die Gesundheitschädlichkeit oder die Belästigung gegen die Anwohner oder die Umwelt nicht verschlimmern können.

In diesem Fall benachrichtigen sie sofort den Antragsteller, die regionalen Beamten sowie die angrenzenden Gemeinden und die Behörde, die über den Antrag auf Erschließungsgenehmigung in erster Instanz entscheidet hat.

Darüber benachrichtigt sie auch die Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet die in der Erschließungsgenehmigung erwähnte(n) Halde(n) liegt (liegen), wenn der ständige Ausschuß über den Antrag auf Genehmigung in erster Instanz entscheidet hat.

Das Datum dieser Bekanntgebung gilt als Abschlußdatum der öffentlichen Untersuchung für die im vorliegenden Kapitel vorgesehenen Fristen.

§ 2. Außerhalb der in § 1 vorgesehenen Fälle leitet die Wallonische Regierung eine öffentliche Untersuchung innerhalb von vierzig Tagen nach Einreichung des Antrags.

Zu diesem Zweck legt er das Folgende fest :

- das Kollegium, das mit der Einholung der schriftlichen Bemerkungen und mit dem Abhalten der Abschlusssitzung beauftragt wird;
- das Einleitungs- und Abschließungsdatum der Untersuchung;
- das Muster des anzuschlagenden Gutachtens mit Angabe des Gegenstands des Antrags, der Einleitungs- und Abschließungsdaten der Untersuchung sowie der Orte und Zeiten, wo die Akte eingesehen werden kann, und der notwendigen Auskünfte, so daß das Publikum seine Bemerkungen gemäß § 6 geltend machen könnte.

Er schickt dem Kollegium jeder Gemeinde, auf deren Gebiet die Halde(n) gelegen ist (sind), ein Exemplar oder eine Abschrift der Akte sowie das Muster des anzuschlagenden Gutachtens.

Er schickt jedem Kollegium der angrenzenden Gemeinden das Muster des Gutachtens, um gemäß § 3 angeschlagen zu werden.

§ 3. Das Gutachten bleibt dreißig Tage lange an den gewöhnlichen Anschlagsorten und wenigstens an vier Orten längs einer Fahrstraße in der Nähe der im Antrag erwähnten Erschließungsstätte(n) angeschlagen.

Während der Dauer des Anschlags müssen die Gutachten in einem Zustand bleiben, die eine perfekte Lese- und Sichtbarkeit ermöglicht.

§ 4. Spätestens am achten Tag des Anschlags schickt das von der Wallonischen Regierung bezeichnete Kollegium die Zusammenfassung des Antrags jedem Eigentümer und wichtigsten Besitzer der in einem Umkreis von hundert Metern um die im Antrag erwähnte(n) Stätte(n) gelegenen Grundstücke und Immobilien sowie den öffentlichen Verwaltungen, von denen ein Verbindungsweg, ein Fluß, ein Bauwerk bzw. eine in demselben Umkreis gelegene Anlage abhängig ist.

§ 5. Im Laufe der Dauer der Untersuchung darf die vollständige Akte des Antrags während der Öffnungszeiten der Gemeindeverwaltung und mindestens einen Tag pro Woche bis 20 Uhr an dem durch das Gutachten bezeichneten Ort der Gemeinde eingesehen werden.

§ 6. Während der Dauer der Untersuchung darf jede Person ihre Bemerkungen und Beanstandungen dem von der Wallonischen Regierung bezeichneten Kollegium schriftlich schicken.

Am Ablauf der Untersuchungsfrist hält das von der Wallonischen Regierung bezeichnete Kollegium eine Sitzung ab, bei der die es wünschen, gehört werden und an deren Schluß ein Protokoll des Untersuchungsabschlusses aufgenommen wird.

§ 7. Die Fristen der öffentlichen Untersuchung werden zwischen dem 15. Juli und dem 15. August aufgehoben.

Art. 28. Sofort nach Abschluß der Untersuchung schickt das bezeichnete Kollegium die Akte an die Wallonische Regierung zurück.

Innerhalb einer Frist von zehn Tagen nach Abschluß der Untersuchung teilt sie :

- den regionalen Beamten;
 - den Kollegien der angrenzenden Gemeinden;
 - den Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet die Halde gelegen ist aber die nicht bezeichnet worden sind, um die öffentliche Untersuchung abzuhalten;
 - gegebenenfalls, dem ständigen Ausschuß, wenn dieser über den Antrag auf Erschließungsgenehmigung in erster Instanz entscheidet hat,
- eine Abschrift der Bemerkungen und Beanstandungen sowie des Protokolls des Untersuchungsabschlusses mit.

Art. 29. Binnen sechzig Tagen nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung geben die Kollegien der betroffenen Gemeinden und gegebenenfalls der ständige Ausschuß den regionalen Beamten ein Gutachten ab.

Nach Ablauf dieser Frist gilt dieses Gutachten als günstig.

Art. 30. Die regionalen Beamten können die Verwaltungen, die Einrichtungen und technischen Ausschüsse, die sie hören möchten, um Rat fragen.

Diese geben ihre Bemerkungen innerhalb zwanzig Tage ab.

Wenn die Halde ganz oder teilweise in einer aufgrund von Artikel 11 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser festgelegten Präventivzone einer Entnahme von Grundwasser liegt, holen die regionalen Beamten das Gutachten der Außendienststelle der Abteilung für Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region ein, die ihre Antwort binnen vierzig Tagen zuschickt.

Art. 31. Binnen-neunzig Tagen nach Abschluß der öffentlichen Untersuchung schicken die regionalen Beamten der Wallonischen Regierung die Akte zusammen mit einem gemeinsamen Bericht, in dem die Gesamtheit der erhaltenen Gutachten, ihre begründeten Gutachten, in denen sie gegebenenfalls die in Anwendung des Artikels 5 des Dekrets zu verlangenden Bedingungen vorschlagen, angegeben sind.

Art. 32. Die Wallonische Regierung entscheidet über den Antrag auf Erschließungsgenehmigung innerhalb von hundert zwanzig Tagen nach dem Abschluß der öffentlichen Untersuchung.

Sie folgt dem Gutachten der regionalen Beamten und der Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet die im Antrag auf Abänderung erwähnte(n) Halde(n) liegt (liegen), sowie gegebenenfalls dem Gutachten des ständigen Ausschusses mit einem Vermerk.

Art. 33. Innerhalb von zehn Tagen teilt die Wallonische Regierung die Versendung des Erlasses und dessen Anlagen dem Antragsteller, den Gemeinden, auf deren Gebiet die im Antrag auf Abänderung erwähnte(n) Halde(n) liegt (liegen), den angrenzenden Gemeinden, den regionalen Beamten sowie gegebenenfalls dem Ständigen Ausschuß mit.

Binnen zwanzig Tagen nach seiner Notifizierung und für eine Periode von zehn Tagen schlagen die Kollegien der in Absatz 1 erwähnten Gemeinden den Erlaß an den gewöhnlichen Anschlagsorten und an mindestens vier Orten längs einer Fahrstraße in der Nähe der Erschließungsstätte(n) an.

Ein angeschlagenes Gutachten unter denselben Bedingungen kann jedoch das Anschlagen des Beschlusses ersetzen.

Dieses Gutachten gibt den gefaßten Beschluß an und macht das Publikum darauf aufmerksam, daß die vollständige Fassung des Beschlusses und die verlangten Bedingungen bei der Gemeindeverwaltung eingesehen werden können.

Der Beschluß wird außerdem den in Artikel 27 § 4 erwähnten öffentlichen Verwaltungen unverzüglich mitgeteilt.

**KAPITEL VI. — Das Vorschreiben neuer Verpflichtungen,
die Aufhebung und der Entzug der Erschließungsgenehmigung**

Sektion 1. — Anwendungsbereich

Art. 34. Wenn es sich herausgestellt hat, daß die Nutzung zu höheren als den vorher vorgesehenen schädlichen Einwirkungen führt, kann die Behörde, die die Erschließungsgenehmigung gewährt hat, dem Nutzer neue Verpflichtungen durch begründete Verordnung nach Gutachten oder auf Vorschlag der Verwaltung vorschreiben.

Diese Verordnung wird auf Gutachten des stellvertretenden Beamten erlassen, wenn es sich um die Landschaftsplanung bzw. -erneuerung handelt.

Wenn die neuen Verpflichtungen in einer Abänderung der Maßnahmen zur Landschaftsplanung bzw. -erneuerung bestehen, können sie für den Nutzer nicht zu Kosten führen, die zehn Prozent der mit der Anwendung der Genehmigung in diesem Bereich einbezogenen Kosten überschreiten. Sie können auch nicht zu einer Abänderung des Nutzungsprogramm führen.

Die Verordnung folgt dem Gutachten der Verwaltung und gegebenenfalls des stellvertretenden Beamten.

Art. 35. Die Erschließungsgenehmigung darf aufgehoben oder entzogen werden, wenn der Nutzer die Bedingungen nicht beachtet oder wenn es in Anwendung von Artikel 34 nicht möglich ist, die schädlichen Einwirkungen, die neu erschienen sind oder die eine schwere und tatsächliche Bedrohung bedeuten, zu beheben.

Sektion 2. — Verfahren

Art. 36. Wenn die Behörde, die die Erschließungsgenehmigung gewährt hat, das Vorschreiben neuer Verpflichtungen, die Aufhebung oder den Entzug der Genehmigung beabsichtigt vorzunehmen oder wenn sie mit einem solchen Vorschlag der regionalen Beamten gefaßt wird, benachrichtigt sie den Nutzer wenigstens fünfzehn Tage vorher per Einschreibebrief von dem Ort, den Daten und Zeiten, an denen er die Akte eingesehen und vorher gehört werden kann.

Diese Bestimmung gilt auch, wenn die Wallonische Regierung über einen Einspruch entscheiden soll, der gegen einen Beschluß betreffend das Vorschreiben neuer Verpflichtungen, eine Aufhebung oder einen Entzug erhoben wird.

Art. 37. Wenn die Erschließungsgenehmigung von dem Kollegium oder dem ständigen Ausschuss gewährt worden ist, entscheiden diese innerhalb von dreißig Tagen über den von den regionalen Beamten eingereichten Vorschlag betreffend das Vorschreiben neuer Verpflichtungen, die Aufhebung oder den Entzug.

Der Beschluß der Behörde, die die Erschließungsgenehmigung gewährt hat und das Vorschreiben neuer Verpflichtungen, die Aufhebung oder den Entzug dieser Genehmigung betrifft, wird gemäß der Bestimmungen von Artikeln 10, 19 oder 33 mitgeteilt und angeschlagen.

Art. 38. Binnen dreißig Tagen nach Notifizierung des Beschlusses des Kollegiums oder des ständigen Ausschusses über das Vorschreiben neuer Verpflichtungen, die Aufhebung oder den Entzug der Erschließungsgenehmigung dürfen der Nutzer und die regionalen Beamten bei der Wallonischen Regierung einen Einspruch erheben. Dieser Einspruch erfolgt per Einschreibebrief, der dem mit der Erschließung der Halden zuständigen Minister zugeschickt wird.

Zur Vermeidung der Nichtigkeit wird dieser Einspruch per Einschreibebrief an die Behörde, die den Beschluß getroffen hat, sowie an den Nutzer, an den regionalen Beamten angekündigt, je nachdem der Berufung von den regionalen Beamten bzw. vom Nutzer erhoben worden ist.

Innerhalb von zehn Tagen nach dieser Benachrichtigung schickt das Kollegium oder der ständige Ausschuss die vollständige Akte an die Wallonische Regierung zu.

Der Beschluß der Regierung wird gemäß Artikel 21 mitgeteilt und angeschlagen.

KAPITEL VII. — Verschiedene Bestimmungen

Art. 39. Wenn in Anwendung des Artikels 10 des Dekrets vom 11. September 1985 und dessen Ausführungs-erlasse zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region der Antrag auf Erschließungsgenehmigung oder auf ihre Abänderung Anlaß zu einer Studie über die Ein- und Auswirkungen gibt, werden die Fristen bis zur Veröffentlichung des Berichtes über die Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt aufgehoben.

Das Projekt wird von der öffentlichen Untersuchung befreit.

Das Veröffentlichungsdatum des Berichtes über die Ein- und Auswirkungen gilt als Abschlußdatum der öffentlichen Untersuchung für die Anwendung der Artikel 6, 8, 9, 14, 15, 17, 18, 24, 28, 29, 31 und 32.

Art. 40. Der Inhaber der Erschließungsgenehmigung teilt der Behörde, die sie ihm gewährt hat, das für den Ausführungsanfang der Arbeiten festgelegte Datum wenigstens zwanzig Tage vorher, mit.

Art. 41. Wenn eine Nutzung von einer anderen Person als dem Inhaber der Erschließungsgenehmigung übernommen wird, geben diese Person oder der Leistungsberechtigte und der neuen Nutzer der Behörde, die die Erschließungsgenehmigung gewährt hat, eine gemeinsame Erklärung ab:

Die Behörde, die die Genehmigung gewährt hat, bestätigt dem neuen Nutzer die Entgegennahme seiner Erklärung.

Sie teilt den regionalen Beamten sowie gegebenenfalls dem ständigen Ausschuss, den Kollegien der Gemeinden, auf deren Gebiet die in der Genehmigung erwähnte(n) Halde(n) liegt (liegen), und den Kollegien der angrenzenden Gemeinden eine Abschrift davon mit.

Wenn die Behörde feststellt, daß die Erschließungsgenehmigung mit dem ursprünglichen Nutzer persönlich vorgeschriebenen Bedingungen versehen ist, macht sie den neuen Nutzer darauf aufmerksam, daß es Anlaß gibt, die Abänderung der Genehmigung gemäß des Kapitels V vorzunehmen.

Art. 42. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 4. September 1985 zur Durchführung des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, was das Verfahren für die Gewährung der Erschließungsgenehmigung und die Modalitäten der öffentlichen Untersuchung angeht, wird aufgehoben.

Dieser Erlaß bleibt jedoch anwendbar auf die vor dem Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 6. Mai 1993 zur Abänderung des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden eingereichten Anträge auf Erschließungsgenehmigungen.

Der Ministerialerlaß vom 22. Oktober 1985 zur Festlegung der Form und Bestimmung des Inhalts der Anträge auf Genehmigung zur Erschließung von Halden bleibt in Kraft.

Art. 43. Die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereiche die Erschließung von Halden und die Raumordnung gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Juli 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGÉN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 93 — 2565

29 JULI 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot ontsluiting van steenbergen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenbergen, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° « het decreet » : het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenbergen;
- 2° « de naburige gemeente » : iedere gemeente waarvan de grens op minder dan vijfhonderd meter van de grens van de in de aanvraag om ontsluitingsvergunning bedoelde steenberg(-en) ligt;
- 3° « de gewestelijke ambtenaren » :
 - de directeur van de buitendienst van de « Division de la prévention des pollutions et de la gestion du sous-sol » (Afdeling verontreinigingsvoorkoming en beheer van de ondergrond), bevoegd voor het grondgebied waarop de ontsluiting van de in de vergunningsaanvraag bedoelde steenberg(-en) gepland is;
 - de gemachtigde ambtenaar.

HOOFDSTUK II

De door het college van burgemeester en schepenen toegekende vergunningen tot ontsluiting

Art. 2. De vergunningsaanvraag wordt in vier exemplaren bij het college van burgemeester en schepenen ingediend.

Dat aantal wordt vermeerderd met evenveel exemplaren als er naburige gemeenten zijn.

De aanvraag wordt, telkens met een ontvangstbewijs, bij aangetekende brief toegezonden of op het gemeentebestuur afgegeven.

Art. 3. De vergunningsaanvraag bevat volgende aanwijzingen en stukken :

- 1° de naam, voornaam, hoedanigheid en woonplaats van de aanvrager, of de firma en de maatschappelijke zetel als het om een rechtspersoon gaat;
- 2° de te gebruiken toestellen en procédés, het type en het vermogen van elke motor, alsmede de approximatieve hoeveelheden voort te brengen, op te slaan of te delven produkten;
- 3° het aantal tewerk te stellen werknemers;
- 4° het voorafgaand milieu-effectbeoordelingsrapport, bedoeld in titel II van het decreet van 11 september 1985 tot organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;
- 5° de in een aanwijzend plan beschreven voorstellen tot herinrichting van de site na ontginning;
- 6° de gebruikte vervoermiddelen, de te nemen verkeerswegen, de te doorkruisen gemeenten;
- 7° een afschrift van de tussen de steenbergeigenaar en de exploitant ondertekende overeenkomst, of een door de notaris geauthentiseerd bewijs of certificaat waarbij de ondertekening van een overeenkomst tussen de steenbergeigenaar en de exploitant is vastgesteld, alsmede het authentieke attest van het bestaan van een borgtocht voor de herinrichting van de site;
- 8° de ontginningsduur;
- 9° de voor de aanvang van de ontsluitingswerken voorgestelde datum;
- 10° drie exemplaren van een plan getekend op een schaal van minimum 5 mm/meter, met de schikking van de lokalen en de ligging van de werkplaatsen, magazijnen en toestellen alsmede de topografie van de ontginning;
- 11° een uittreksel uit het kadastrale plan, met de binnen een omtrek van honderd meter rondom het bedrijf gelegen percelen of delen van percelen en een uittreksel uit de kadastrale legger, met de namen van de eigenaren van de in die zone gelegen percelen of delen van percelen.

De ministers tot wiens bevoegdheden de ontsluiting van steenbergen en de ruimtelijke ordening behoren, stellen de vorm van de aanvraag voor een ontsluitingsvergunning vast en bepalen de door de aanvrager te verstrekken bijkomende inlichtingen en documenten.

Art. 4. § 1. Uiterlijk tien dagen na ontvangst van de aanvraag zendt het college van burgemeester en schepenen er een exemplaar van naar ieder van de gewestelijke ambtenaren.

De gewestelijke ambtenaren gaan, ieder wat hem betreft, binnen een termijn van vijftien dagen na of de aanvraag krachtens artikel 3 volledig is alvorens hun verslag naar het college te zenden.

§ 2. Het college laat de aanvrager binnen dertig dagen na bevestiging van de ontvangst van de aanvraag weten of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, wijst het college hem op de ontbrekende stukken en inlichtingen en benadrukt het dat de procedure opgeschort wordt zolang het dossier niet behoorlijk aangevuld is.

Binnen tien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken en inlichtingen stelt het college de aanvrager in kennis van zijn nieuwe beslissing.

§ 3. De in § 2 bedoelde kennisgevingen worden bij aangetekende brief toegezonden.

De datum waarop medegedeeld wordt dat het dossier volledig is, geldt als datum voor de indiening van de aanvraag.

§ 4. Terwijl het college de aanvrager mededeelt dat het dossier volledig is, worden de naburige gemeenten en de gewestelijke ambtenaren er eveneens van op de hoogte gebracht.

De gewestelijke ambtenaren brengen binnen tien dagen een gezamenlijk of afzonderlijk advies uit over de toepassing van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest.

Art. 5. § 1. Binnen veertig dagen na de indiening van de aanvraag stelt het college een openbaar onderzoek in door aanplakking van een bericht met het voorwerp van de aanvraag, de openings- en sluitingsdata van het onderzoek alsook de plaats, dagen en uren waarop het dossier kan geraadpleegd worden, en met de nodige inlichtingen opdat het publiek overeenkomstig § 5 zijn opmerkingen kan voordragen.

§ 2. Het bericht blijft gedurende dertig dagen aangeplakt op de gewone aanplakplaatsen en op minstens vier plaatsen langs een dichtbij de in de aanvraag bedoelde site(-s) gelegen verkeersweg.

Het bericht wordt vooraf aan de colleges van de naburige gemeenten medegedeeld om onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde termijn te worden aangeplakt.

De berichten moeten tijdens de ganse duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijven.

§ 3. Uiterlijk op de achtste dag van aanplakking stuurt het college de samenvatting van de aanvraag naar ieder van de eigenaren en voornaamste gebruikers van de binnen een omtrek van honderd meter rondom de in de aanvraag bedoelde site(-s) gelegen gronden en onroerende goederen, alsmede aan de openbare besturen waaronder een in dezelfde omtrek gelegen verbindingsweg, waterloop, bouwwerk of inrichting ressorteert.

§ 4. Het volledige aanvraagdossier kan, tijdens de hele duur van het onderzoek, geraadpleegd worden gedurende de openingsuren van het gemeentebestuur en minstens één dag per week tot twintig uur op de plaats van de gemeente die in het bericht vermeld staat.

§ 5. Iedere persoon mag zijn schriftelijke bezwaren en opmerkingen tijdens de hele duur van het onderzoek aan het college richten.

Bij het verstrijken van de onderzoekstermijn houdt het college een zitting waarop al degenen die het wenselijk geoordeeld worden, en waarna een proces-verbaal van sluiting van het onderzoek wordt opgemaakt.

§ 6. De termijn van het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

Art. 6. Binnen een termijn van tien dagen na de sluiting van het onderzoek stuurt het college een afschrift van de opmerkingen en bezwaren alsmede een afschrift van het proces-verbaal van sluiting naar de gewestelijke ambtenaren en de colleges van de naburige gemeenten.

Art. 7. De gewestelijke ambtenaren kunnen de besturen, instellingen en technische comités raadplegen, die zij wenselijk achten. Zij delen hun opmerkingen binnen twintig dagen mede.

Indien de steenberg geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen een voorkomingszone van een grondwaterwinning die vastgesteld is krachtens artikel 11 van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkwater kan verwerkt worden, moeten de gewestelijke ambtenaren het advies inwinnen van de buitendienst van de « Division de l'Eau » (Afdeling Water) van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest. Voornoemde dienst moet zijn antwoord binnen een termijn van veertig dagen doen toekomen.

Art. 8. De gewestelijke ambtenaren zenden hun dossier binnen negentig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek terug naar het college, samen met een gezamenlijk verslag dat al de ingewonnen adviezen bevat, alsook hun met redenen omklede adviezen waarin zij, in voorkomend geval, de krachtens artikel 5 van het decreet aan de aanvrager op te leggen voorwaarden voorstellen.

Art. 9. Het college beslist binnen honderd twintig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek over de aanvraag om ontsluitingsvergunning.

Het viseert het advies van de gewestelijke ambtenaren.

Art. 10. De aanvrager, de naburige gemeenten en de gewestelijke ambtenaren ontvangen binnen tien dagen een afschrift van het besluit en zijn bijlagen.

Het besluit wordt binnen vijf dagen na zijn kennisgeving gedurende een termijn van tien dagen in extenso aangeplakt op de gewone plaatsen en op minstens vier plaatsen langs een dichtbij de ontsluitingsite(-s) gelegen verkeersweg. Een onder dezelfde voorwaarden aangeplakt bericht kan de aangeplakte beslissing echter vervangen. Dat bericht maakt gewag van de genomen beslissing en vestigt de aandacht van het publiek op het feit dat de gehele tekst van de beslissing en de opgelegde voorwaarden bij het gemeentebestuur geraadpleegd kunnen worden.

Hetzelfde bericht wordt eveneens op de gewone plaatsen in de naburige gemeenten aangeplakt.

De in artikel 5, § 3, bedoelde openbare besturen worden onverwijld in kennis van de beslissing gesteld.

HOOFDSTUK III

De door de bestendige deputatie van de provincieraad toegekende ontsluitingsvergunningen

Art. 11. De vergunningsaanvraag wordt in vier exemplaren bij de bestendige deputatie ingediend.

Dat aantal wordt met evenveel exemplaren vermeerderd als er naburige gemeenten en gemeenten zijn op het grondgebied waarvan de in de aanvraag bedoelde steenberg(-en) gelegen is (zijn).

De aanvraag wordt, telkens met een ontvangbewijs, bij aangetekende brief toegezonden of bij het provinciaal bestuur afgegeven.

Het dossier wordt overeenkomstig artikel 3 opgemaakt.

Art. 12. § 1. Uiterlijk tien dagen na ontvangst van de aanvraag zendt de bestendige deputatie er een exemplaar van naar ieder van de gewestelijke ambtenaren.

Binnen een termijn van vijftien dagen gaan de gewestelijke ambtenaren, ieder wat hem betreft, na of de aanvraag krachtens artikel 3 volledig is alvorens hun verslag naar de deputatie te zenden.

§ 2. De deputatie laat de aanvrager binnen dertig dagen na bevestiging van de ontvangst van de aanvraag weten of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, wijst de deputatie hem op de ontbrekende stukken en inlichtingen en benadrukt het dat de procedure opgeschort wordt zolang het dossier niet behoorlijk aangevuld is.

Binnen tien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken en inlichtingen stelt de deputatie de aanvrager in kennis van zijn nieuwe beslissing.

§ 3. De in § 2 bedoelde kennisgevingen worden bij aangetekende brief toegezonden.

De datum waarop medegedeeld wordt dat het dossier volledig is, geldt als datum voor de indiening van de aanvraag.

§ 4. Terwijl de deputatie de aanvrager mededeelt dat het dossier volledig is, worden de naburige gemeenten en de gewestelijke ambtenaren er eveneens van op de hoogte gebracht.

De gewestelijke ambtenaren brengen binnen tien dagen een gezamenlijk of afzonderlijk advies uit over de toepassing van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest.

Art. 13. § 1. Binnen veertig dagen na de indiening van de aanvraag stelt de bestendige deputatie een openbaar onderzoek in.

Daartoe bepaalt zij :

— welk college belast wordt met de inzameling van de schriftelijke opmerkingen en met het houden van de sluitingszitting;

— de openings- en sluitingsdata van het onderzoek;

— het model van het aan te plakken bericht waarin het voorwerp van de aanvraag vermeld staat alsmede de openings- en sluitingsdata van het onderzoek, de plaats, dagen en uren waarop het dossier kan geraadpleegd worden en de nodige inlichtingen opdat het publiek overeenkomstig § 5 zijn opmerkingen kan voordragen.

Zij stuurt een exemplaar of een afschrift van het dossier alsmede het model van het aan te plakken bericht naar het college van ieder van de gemeenten op het grondgebied waarvan de steenberg(-en) gelegen is (zijn).

Zij stuurt het model van het overeenkomstig § 2 aan te plakken bericht naar ieder van de colleges van de naburige gemeenten.

§ 2. Het bericht blijft gedurende dertig dagen aangeplakt op de gewone aanplakplaatsen en op minstens vier plaatsen langs een dichtbij de in de aanvraag bedoelde site(-s) gelegen verkeersweg.

De berichten moeten tijdens de hele duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijven.

§ 3. Uiterlijk op de laatste dag van aanplakking stuurt het door de bestendige deputatie aangewezen college de samenvatting van de aanvraag naar ieder van de eigenaren en voornaamste gebruikers van de binnen een omtrek van honderd meter rondom de in de aanvraag bedoelde site(-s) gelegen gronden en onroerende goederen, alsmede naar de openbare besturen waaronder een in dezelfde omtrek gelegen verkeersweg, waterloop, bouwwerk of inrichting ressorteert.

§ 4. Het volledige aanvraagdossier kan, tijdens de hele duur van het onderzoek, geraadpleegd worden gedurende de openingsuren van het gemeentebestuur en minstens één dag per week tot twintig uur op de plaats van de gemeente die in het bericht vermeld staat.

§ 5. Iedere persoon mag zijn schriftelijke bezwaren en opmerkingen tijdens de hele duur van het onderzoek aan het door de bestendige deputatie aangewezen college richten.

Bij het verstrijken van de onderzoekstermijn houdt het door de bestendige deputatie aangewezen college een zitting waarop al degenen die het wensen gehoord worden, en waarna een proces-verbaal van sluiting van het onderzoek wordt opgemaakt.

§ 6. De termijn van het openbaar onderzoek wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

Art. 14. Onmiddellijk na de sluiting van het openbaar onderzoek zendt het college het dossier terug naar de bestendige deputatie.

Binnen tien dagen na ontvangst van het dossier stuurt de bestendige deputatie een afschrift van de opmerkingen en bezwaren alsmede een afschrift van het proces-verbaal van sluiting naar :

— de gewestelijke ambtenaren;

— de colleges van de naburige gemeenten;

— de colleges van de gemeenten op het grondgebied waarvan de steenberg(-en) gelegen is (zijn), maar die niet aangewezen werden voor de uitvoering van het openbaar onderzoek.

Art. 15. Binnen zestig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek delen de colleges van de betrokken gemeenten hun advies mee aan de gewestelijke ambtenaren.

Na het verstrijken van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 16. De gewestelijke ambtenaren kunnen de besturen, instellingen en technische comités raadplegen, die zij wensen te horen. Deze delen hun opmerkingen binnen twintig dagen mede.

Indien de steenberg geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen een voorkomingszone van een grondwaterwinning die vastgesteld is krachtens artikel 11 van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, moeten de gewestelijke ambtenaren het advies inhouden van de buitendienst van de « Division de l'Eau » (Afdeling Water) van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Ministerie van het Waalse Gewest. Voornoemde dienst moet zijn antwoord binnen een termijn van veertig dagen doen toekomen.

Art. 17. De gewestelijke ambtenaren moeten hun dossier binnen negentig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek naar de bestendige deputatie terugzenden, samen met een gezamenlijk verslag waar alle ingewonnen adviezen in voorkomen, alsook hun met redenen omklede adviezen waarin zij, in voorkomend geval, de krachtens artikel 5 van het decreet aan de aanvrager op te leggen voorwaarden voorstellen.

Art. 18. De bestendige deputatie beslist binnen honderd twintig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek over de vergunning tot ontsluiting.

Zij viseert het advies van de gewestelijke ambtenaren en de colleges van de gemeenten op het grondgebied waarvan de in de aanvraag bedoelde steenberg (-en) gelegen is (zijn).

Art. 19. De bestendige deputatie bezorgt de aanvrager, de betrokken en naburige gemeenten en de gewestelijke ambtenaren binnen tien dagen een afschrift van het besluit en zijn bijlagen.

Het besluit wordt door de colleges van de betrokken en naburige gemeenten binnen vijf dagen na zijn kennisgeving en gedurende een termijn van tien dagen in extenso aangeplakt op de gewone plaatsen en op minstens vier plaatsen langs een dichtbij de ontsluitingssite(-s) gelegen verkeersweg. Een onder dezelfde voorwaarden aangeplakt bericht kan de aangeplakte beslissing echter vervangen. Dat bericht vermeldt de genomen beslissing en vestigt de aandacht van het publiek op het feit dat de gehele tekst van de beslissing en de opgelegde voorwaarden bij het provinciaal bestuur geraadpleegd kunnen worden.

De in artikel 13, § 3, bedoelde openbare besturen worden onverwijld in kennis van de beslissing gesteld.

HOOFDSTUK IV. — *Beroepen*

Art. 20. Het in artikel 4, § 3, van het decreet bedoelde beroep wordt binnen twintig dagen na de kennisgeving van de beslissing bij aangetekende brief bij de Waalse Regering ingesteld.

Indien het beroep door de gewestelijke ambtenaren of het college ingesteld wordt, moeten zij, op straffe van nietigheid, de aanvrager er tegelijkertijd een afschrift van doen toekomen.

De Waalse Regering deelt het beroep binnen twintig dagen na ontvangst ervan mede aan de overheid die over de aanvraag heeft beslist; die overheid moet haar het dossier binnen acht dagen toezenden.

Art. 21. De Waalse Regering beslist binnen een termijn van zes maanden.

Indien zij zich niet kan uitspreken binnen die termijn, mag ze hem bij een aan de belanghebbenden betkend besluit met zes maanden verlengen.

De beslissing van de Waalse Regering wordt binnen twintig dagen medegedeeld aan de overheid die over de aanvraag beslist heeft, alsook aan de aanvrager en aan de gewestelijke ambtenaren.

De overheid die over de aanvraag beslist heeft, laat de beslissing aanplakken binnen de termijn en onder de voorwaarden vastgesteld in de artikelen 10 of 19 en deelt ze mede aan de in de artikelen 5, § 3 of 13, § 3 bedoelde openbare besturen.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de vergunning op verzoek van de exploitant**Afdeling 1. — Vergunningen die wijzigingen moeten ondergaan*

Art. 22. De vergunning tot ontsluiting moet vooraf gewijzigd worden :

1° voor elke ontginningsuitbreiding tot nieuwe percelen en voor elke oprichting van nieuwe aanhorigheden; 2° wanneer de in de aanhorigheden of in hun werking aan te brengen wijzigingen, veranderingen of ontwikkelingen niet overeenstemmen met de in de vergunning opgelegde exploitatievoorwaarden :

3° wanneer de in de aanhorigheden of in hun werking aan te brengen wijzigingen, veranderingen of ontwikkelingen van dien aard zijn dat zij meer risico's voor de aanwonende bevolking of het leefmilieu inhouden en de ongezondheid of de hinder vergroten;

4° voor elke wijziging betreffende de krachtens artikel 5, 3°, van het decreet opgelegde voorwaarden.

Art. 23. Elke ontginningswijziging die niet in artikel 22 bedoeld is, wordt vooraf en gelijktijdig medegedeeld aan het bestuur en aan de overheid die de vergunning heeft toegekend.

Deze gaan na of de geplande wijziging niet in artikel 22 bedoeld is.

Op advies van het bestuur deelt de overheid die de vergunning heeft toegekend de exploitant mede dat hem akte van de ontginningswijziging wordt verleend en dat hij een aanvraag moet indienen om de vergunning te wijzigen.

Afdeling 2. — Wijziging van de door het college van burgemeester en schepenen of de bestendige deputatie van de provincieraad toegekende vergunning

Art. 24. Als de vergunning tot ontsluiting wordt toegekend door het college of de bestendige deputatie, is de wijzigingsaanvraag onderworpen aan de bepalingen van de hoofdstukken II tot IV.

Op advies van het bestuur, afgegeven met zijn verslag over de volledigheid van het dossier, stelt het college of de bestendige deputatie de wijzigingsaanvraag echter vrij van het openbaar onderzoek indien het ontwerp niet van dien aard is dat het meer risico's inhoudt voor de aanwonende bevolking of het leefmilieu en de ongezondheid of de hinder vergroot.

In dat geval lichten zij de aanvrager, de gewestelijke ambtenaren alsmede de naburige gemeenten onmiddellijk in; in voorkomend geval, deelt de bestendige deputatie het mede aan de colleges van de gemeenten op het grondgebied waarvan de in de wijzigingsaanvraag bedoelde steenberg(-en) gelegen is (zijn).

De datum van dat bericht geldt als sluitingsdatum van het openbaar onderzoek voor de termijnen betreffende het onderzoek van de aanvraag.

Afdeling 3. — Wijziging van de door de Waalse Regering toegekende vergunning

Art. 25. De wijzigingsaanvraag wordt in vier exemplaren bij de Waalse Regering ingediend.

De aanvraag wordt bij aangetekende brief ingediend bij het kabinet van de minister die voor de steenbergentonsluiting bevoegd is.

Het dossier wordt overeenkomstig artikel 3 opgemaakt.

Art. 26. § 1. Uiterlijk tien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de Waalse Regering er een exemplaar van aan ieder van de gewestelijke ambtenaren.

De gewestelijke ambtenaren gaan, ieder wat hem betreft, binnen een termijn van vijftien dagen na of de aanvraag krachtens artikel 3 volledig is en ieder van hen doet de Waalse Regering zijn verslag toekomen.

§ 2. De Waalse Regering laat de aanvrager binnen dertig dagen na bevestiging van de ontvangst van de aanvraag weten of het dossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, wijst ze hem op de ontbrekende stukken en inlichtingen en benadrukt ze dat de procedure opgeschort wordt zolang het dossier niet behoorlijk aangevuld is.

De Waalse Regering stelt de aanvrager binnen tien dagen na ontvangst van de ontbrekende stukken en inlichtingen in kennis van haar nieuwe beslissing.

§ 3. De in § 2 bedoelde kennisgevingen worden bij ter post aangetekende brief toegezonden.

De datum waarop medegedeeld wordt dat het dossier volledig is, geldt als indieningsdatum van de aanvraag.

§ 4. Terwijl ze de aanvrager laat weten dat het dossier volledig is, deelt de Waalse Regering het mede aan de overheid die in eerste instantie over de aanvraag om ontsluitingsvergunning beslist had, alsook aan de naburige gemeenten en aan de gewestelijke ambtenaren.

De Waalse Regering licht eveneens de colleges van de gemeenten in op het grondgebied waarvan de in de ontsluitingsvergunning bedoelde steenberg(en) gelegen is (zijn), wanneer de bestendige deputatie in eerste instantie over de vergunningsaanvraag beslist heeft.

De gewestelijke ambtenaren brengen binnen tien dagen een gezamenlijk of afzonderlijk advies uit over de toepassing van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest.

Art. 27. § 1. Op advies van het bestuur, afgegeven met zijn verslag over de volledigheid van het dossier, stelt de Waalse Regering de wijzigingsaanvraag vrij van het openbaar onderzoek indien het ontwerp niet van dien aard is dat het meer risico's inhoudt voor de aanwonende bevolking of het leefmilieu en de ongezondheid of de hinder vergroot.

In dat geval deelt zij het onmiddellijk mede aan de aanvrager, de gewestelijke ambtenaren, de naburige gemeenten en de overheid die in eerste instantie over de vergunningsaanvraag beslist heeft.

De Waalse Regering licht eveneens de colleges van de gemeenten in op het grondgebied waarvan de in de ontsluitingsvergunning bedoelde steenberg(en) gelegen is (zijn), wanneer de bestendige deputatie in eerste instantie over de vergunningsaanvraag beslist heeft.

De datum van dat bericht geldt als sluitingsdatum van het openbaar onderzoek voor de in dit hoofdstuk bedoelde termijn.

§ 2. Buiten de in § 1 bedoelde gevallen stelt de Waalse Regering binnen veertig dagen na indiening van de aanvraag een openbaar onderzoek in.

Daartoe bepaalt zij :

— welk college belast wordt met de inzameling van de schriftelijke opmerkingen en met het houden van de sluitingszitting;

— de openings- en sluitingsdata van het onderzoek;

— het model van het aan te plakken bericht waarin het voorwerp van de aanvraag vermeld staat alsmede de openings- en sluitingsdata van het onderzoek, de plaats, dagen en uren waarop het dossier ter inzage ligt en de nodige inlichtingen opdat het publiek overeenkomstig § 5 zijn opmerkingen kan mededelen.

Zij bezorgt het college van elke gemeente op het grondgebied waarvan de steenberg(en) gelegen is (zijn) een exemplaar of een afschrift van het dossier alsmede het model van het aan te plakken bericht.

Zij bezorgt ieder van de colleges van de naburige gemeenten het model van het overeenkomstig § 3 aan te plakken bericht.

§ 3. Het bericht blijft gedurende dertig dagen aangeplakt op de gewone aanplakplaatsen en op minstens vier plaatsen langs een dichtbij de in de aanvraag bedoelde site(-s) gelegen verkeersweg.

De berichten moeten tijdens de hele duur van de aanplakking goed zichtbaar en leesbaar blijven.

§ 4. Uiterlijk op de achtste dag van aanplakking stuurt het door de Waalse Regering aangewezen college de samenvatting van de aanvraag naar ieder van de eigenaren en voornaamste gebruikers van de binnen een omtrek van honderd meter rondom de in de aanvraag bedoelde site(-s) gelegen gronden en onroerende goederen, alsmede naar de openbare besturen waaronder een in dezelfde omtrek gelegen verkeersweg, waterloop, bouwwerk of inrichting ressorteert.

§ 5. Het volledige aanvraagdossier kan, tijdens de hele duur van het onderzoek, geraadpleegd worden gedurende de openingsuren van het gemeentebestuur en minstens één dag per week tot twintig uur op de plaats van de gemeente die in het bericht vermeld staat.

§ 6. Iedere persoon mag zijn schriftelijke bezwaren en opmerkingen tijdens de hele duur van het onderzoek aan het door de Waalse Regering aangewezen college richten.

Bij het verstrijken van de onderzoekstermijn houdt het door de Waalse Regering aangewezen college een zitting waarop al degenen die het wensen gehoord worden, en waarna een proces-verbaal van sluiting van het onderzoek wordt opgemaakt.

§ 7. De termijn van het openbaar onderzoek wordt tussen 15 juli en 15 augustus opgeschort.

Art. 28. Onmiddellijk na de sluiting van het openbaar onderzoek zendt het aangewezen collegé het dossier terug naar de Waalse Regering.

De Waalse Regering stuurt binnen tien dagen na ontvangst van het dossier een afschrift van de opmerkingen en bezwaren alsmede een afschrift van het proces-verbaal van sluiting naar :

— de gewestelijke ambtenaren;

— de colleges van de naburige gemeenten;

— de colleges van de gemeenten op het grondgebied waarvan de steenberg(en) gelegen is (zijn), maar die niet aangewezen zijn voor de uitvoering van het openbaar onderzoek;

— in voorkomend geval, de bestendige deputatie indien zij in eerste instantie over de ontsluitingsaanvraag beslist heeft.

Art. 29. Binnen zestig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek brengen de colleges van de betrokken gemeenten en, in voorkomend geval, de bestendige deputatie, advies uit aan de gewestelijke ambtenaren.

Na het verstrijken van die termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Art. 30. De gewestelijke ambtenaren kunnen de besturen, instellingen en technische comités raadplegen die zij wensen te horen.

Zij delen hun opmerkingen binnen twintig dagen mede.

Indien de steenberg geheel of gedeeltelijk gelegen is in een voorkomingszone van een grondwaterwinning, die vastgesteld is krachtens artikel 11 van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, moeten de gewestelijke ambtenaren het advies inwinnen van de buitendienst van de « Division de l'Eau » van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » van het Ministerie van het Waalse Gewest, die haar antwoord binnen een termijn van veertig dagen moet doen toekomen.

Art. 31. De gewestelijke ambtenaren moeten het dossier binnen negentig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek aan de Waalse Regering terugzenden, samen met een gezamenlijk verslag van alle ingewonnen adviezen, met hun met redenen omklede adviezen waarin zij, in voorkomend geval, de krachtens artikel 5 van het decreet aan de aanvrager op te leggen voorwaarden voorstellen.

Art. 32. De Waalse Regering beslist binnen honderd twintig dagen na de sluiting van het openbaar onderzoek over de ontsluitingsvergunning.

Zij viseert de adviezen van de gewestelijke ambtenaren en de colleges van de gemeenten op het grondgebied waarvan de in de aanvraag bedoelde steenberg(en) gelegen is (zijn) alsmede, in voorkomend geval, het advies van de bestendige deputatie.

Art. 33. De Waalse Regering zendt binnen tien dagen een afschrift van het besluit en zijn bijlagen naar de aanvrager, de gemeenten op het grondgebied waarvan de in de wijzigingsaanvraag bedoelde steenberg(en) gelegen is (zijn), naar de naburige gemeenten, de gewestelijke ambtenaren en, in voorkomend geval, de bestendige deputatie.

Binnen twintig dagen na die kennisgeving plakken de colleges van de in het eerste lid bedoelde gemeenten het besluit gedurende een termijn van tien dagen in extenso aan op de gewone plaatsen en op minstens vier plaatsen langs een dichtbij de ontsluitingssite(-s) gelegen verkeersweg.

Een onder dezelfde voorwaarden aangeplakt bericht kan de aangeplakte beslissing echter vervangen.

Dat bericht vermeldt de genomen beslissing en vestigt de aandacht van het publiek op het feit dat de volledige tekst van de beslissing en de opgelegde voorwaarden bij het gemeentebestuur geraadpleegd kunnen worden.

De in artikel 27, § 4, bedoelde openbare besturen worden bovendien onverwijld in kennis van de beslissing gesteld.

HOOFDSTUK VI

Oplegging van nieuwe verplichtingen, opschorting en intrekking van de ontsluitingsvergunning

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 34. Wanneer blijkt dat de ontginning meer hinder veroorzaakt dan verwacht, mag de overheid die de ontsluitingsvergunning heeft verleend, de exploitant op advies of voorstel van het bestuur nieuwe verplichtingen opleggen.

Dat besluit wordt op advies van de gemachtigde ambtenaar genomen indien het gaat om de inrichting of herinrichting van de site.

Indien de nieuwe verplichtingen een wijziging van de maatregelen inzake inrichting of herinrichting van de site inhouden, mogen ze de exploitant niet meer kosten dan 10 % van de kosten voor het gebruik van de vergunning aangaande dat punt, noch aanleiding geven tot een wijziging van het ontginningsprogramma.

Het besluit heeft betrekking op het advies van het bestuur en, in voorkomend geval, van de gemachtigde ambtenaar.

Art. 35. De ontsluitingsvergunning kan opgeschort of ingetrokken worden wanneer de exploitant de opgelegde voorwaarden niet in acht neemt of indien de nieuwe hinder of de hinder die werkelijk zou kunnen ontstaan door de toepassing van artikel 34 onmogelijk te voorkomen is.

Afdeling 2. — Procedure

Art. 36. Als de overheid die de ontsluitingsvergunning heeft verleend, de oplegging van nieuwe verplichtingen, de intrekking of de opschorting van de vergunning overweegt of als de gewestelijke ambtenaren haar zulks voorstellen, moet zij de exploitant minstens vijftien dagen op voorhand bij aangetekende brief in kennis stellen van de plaats, dagen en uren waarop hij het dossier kan raadplegen en vooraf gehoord zal worden.

Die bepaling is ook van toepassing wanneer de Waalse Regering moet beslissen over een beroep dat ingesteld werd tegen een beslissing betreffende de oplegging van nieuwe verplichtingen, een intrekking of een opschorting.

Art. 37. Wanneer de ontsluitingsvergunning verleend wordt door het college of de bestendige deputatie, beslissen ze binnen dertig dagen over het door de gewestelijke ambtenaren ingediende voorstel betreffende de oplegging van nieuwe verplichtingen, de intrekking of de opschorting van de vergunning.

De beslissing genomen door de overheid die de ontsluitingsvergunning heeft verleend, en betreffende de oplegging van nieuwe verplichtingen, de intrekking of de opschorting van die vergunning wordt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 10, 19 of 33 betekend en aangeplakt.

Art. 38. Binnen dertig dagen na de bekendmaking van de beslissing van het college of de bestendige deputatie omtrent de oplegging van nieuwe verplichtingen, de intrekking of de opschorting van de ontsluitingsvergunning, kunnen de exploitant en de gewestelijke ambtenaren bij aangetekende brief aan de voor de ontsluiting van steenbergen bevoegde minister een beroep instellen bij de Waalse Regering.

Dat beroep moet op straffe van nietigheid bij aangetekende brief ter kennis gebracht worden van de overheid die de beslissing heeft genomen alsmede van de exploitant en de gewestelijke ambtenaren al naar gelang het door respectievelijk de gewestelijke ambtenaren of de exploitant ingediend wordt.

Het college of de bestendige deputatie stuurt het volledige dossier binnen tien dagen na die kennisgeving naar de Waalse Regering.

De beslissing van de Waalse Regering wordt overeenkomstig artikel 21 medegedeeld en aangeplakt.

HOOFDSTUK VII. — *Diverse bepalingen*

Art. 39. Wanneer de aanvraag om ontsluitingsvergunning of om wijziging ervan overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 11 september 1985 en van zijn uitvoeringsbesluiten tot organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest aanleiding geeft tot een milieu-effectonderzoek, worden de termijnen opgeschort tot de bekendmaking van het rapport over de milieu-effectbeoordeling.

Het ontwerp is vrijgesteld van het openbaar onderzoek.

De bekendmakingsdatum van het rapport over de milieu-effectbeoordeling geldt als sluitingsdatum van het openbaar onderzoek voor de toepassing van de artikelen 6, 8, 9, 14, 15, 17, 18, 24, 28, 29, 31 en 32.

Art. 40. De houder van de ontsluitingsvergunning stelt de overheid die de vergunning heeft verleend minstens twintig dagen op voorhand in kennis van de voor de aanvang van de werken vastgestelde datum.

Art. 41. Wanneer een bedrijf overgenomen wordt door een andere persoon dan de houder van de ontsluitingsvergunning, doen die persoon of zijn rechthebbenden en de nieuwe exploitant een gezamenlijke verklaring bij de overheid die de ontsluitingsvergunning heeft verleend.

De overheid die de vergunning heeft verleend geeft akte van zijn verklaring aan de nieuwe exploitant.

Zij richt er een afschrift van aan de gewestelijke ambtenaren alsmede, in voorkomend geval, aan de colleges van de gemeenten op het grondgebied waarvan de in de vergunning bedoelde steenberg(-en) gelegen is (zijn), alsook aan de colleges van de naburige gemeenten.

Als de overheid vaststelt dat de ontsluitingsvergunning onderworpen is aan voorwaarden die de oorspronkelijke exploitant onder persoonlijke titel opgelegd worden, moet zij de nieuwe exploitant mededelen dat de vergunning overeenkomstig hoofdstuk V dient te worden gewijzigd.

Art. 42. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 4 september 1985 houdende uitvoering van het decreet van 9 mei 1985 betreffende de ontsluiting van steenbergen is opgeheven wat betreft de procedure voor de toekenning van de ontsluitingsvergunning en de modaliteiten van het openbaar onderzoek.

Dat besluit blijft echter van toepassing op de ontsluitingsvergunningen ingediend vóór de inwerkingtreding van het decreet van 6 mei 1993 tot wijziging van het decreet van 9 mei 1985 op de ontsluiting van de steenbergen.

Het ministerieel besluit van 22 oktober 1985 tot vaststelling van de vorm en de inhoud van de vergunningen tot ontsluiting van de steenbergen blijft van toepassing.

Art. 43. De ministers tot wiens bevoegdheden de ontsluiting van steenberg en de ruimtelijke ordening behoren, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juli 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,
G. SPITAEELS

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LÜTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTÈRE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 2566

20 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la directive du Conseil 88/609/CEE du 24 novembre 1988 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion; que le respect dû au droit communautaire implique que ladite directive soit intégralement transposée;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion tel que modifié par l'arrêté royal du 17 novembre 1987;

Vu l'avis du Conseil de l'Environnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, de l'arrêté royal du 18 août 1986 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique engendrée par les nouvelles grandes installations de combustion, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le 1^o est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o Installation de combustion : tout dispositif technique destiné à la production d'énergie, dans lequel, quel que soit le type de combustible utilisé, des produits combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite. »;

2^o un 1^o*bis* rédigé comme suit est inséré :

« 1^o*bis* Nouvelle installation de combustion : toute installation de combustion pour laquelle un permis d'environnement requis en vertu de l'ordonnance du 30 juillet 1992 a été demandé après l'entrée en vigueur du présent arrêté. »;

3^o le 4^o est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o Valeur limite d'émission : la concentration et/ou la masse de substances polluantes à ne pas dépasser pendant une période déterminée. ».

Art. 2. L'alinéa 2 de l'article 2, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par les alinéas suivants :

« Le présent arrêté ne s'applique pas :

1^o aux moteurs à combustion interne ou à explosion;

2^o aux turbines à gaz;

3^o aux procédés de combustion faisant partie intégrante d'un processus chimique ou métallurgique;

4^o aux installations de combustions destinées à sécher ou à traiter les objets ou matériaux par contact direct avec les gaz de combustion;

5^o les installations de postcombustion;

6^o aux dispositifs de régénération des catalyseurs de craquage catalytique;

7^o aux dispositifs de conversion de l'hydrogène sulfuré en soufre;

8^o aux réacteurs utilisés dans l'industrie chimique;

9^o aux fours à coke;

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 2566

20 JULI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de richtlijn van de Raad 88/609/EEG van 24 november 1988 inzake beperking van de emissies van bepaalde verontreinigende stoffen in de lucht door grote stookinstallaties; dat het naleven van het gemeenschapsrecht impliceert dat de bovengenoemde richtlijn volledig zou worden omgezet;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 november 1987;

Gelet op het advies van de Raad voor het Leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid behoort,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, van het koninklijk besluit van 18 augustus 1986 betreffende het voorkomen van luchtverontreiniging veroorzaakt door nieuwe grote stookinstallaties, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het punt 1^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o Stookinstallatie : elk technisch toestel, bestemd voor de opwekking van energie, waarin, ongeacht de gebruikte brandstof, brandstoffen worden geoxydeerd teneinde de aldus opgewekte warmte te gebruiken. »;

2^o een 1^o*bis* wordt ingevoerd, luidend als volgt :

« 1^o*bis* Nieuwe stookinstallatie : elke stookinstallatie waarvoor een milieuvergunning, vereist krachtens de ordonnantie van 30 juli 1992, werd gevraagd, na het van kracht worden van dit besluit. »;

3^o het punt 4^o wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^o Emissiegrenswaarde : concentratie en/of massa van verontreinigende stoffen die niet mag worden overschreden gedurende een bepaalde periode. ».

Art. 2. Artikel 2, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende leden :

« Uitgesloten van de toepassing van dit besluit zijn :

1^o de verbrandings- en ontplofingsmotoren;

2^o de gasturbines;

3^o de verbrandingsprocedures die een integrerend deel uitmaken van een chemisch of metallurgisch proces;

4^o de stookinstallaties die bestemd zijn om voorwerpen of materialen te drogen of te behandelen door middel van rechtstreeks contact met verbrandingsgas;

5^o de naverbrandingsinstallaties;

6^o de installaties voor het regenereren van katalysatoren voor het katalytisch kraakproces;

7^o de installaties om zwavelwaterstof om te zetten in zwavel;

8^o de in de chemische industrie gebruikte reactoren;

9^o de cokesbatterijovens;